

# AFFAIRES

La Presse

<b>S&amp;P / TSX</b> 6396,63 -14,52 -0,2%	<b>TSX CROISSANCE</b> 1050,09 3,75 0,4%	<b>S&amp;P / TSX 60</b> 365,60 -1,00 -0,3%	<b>NASDAQ CANADA</b> 233,05 1,50 0,6%	<b>NASDAQ</b> 1396,58 -0,14 -0,0%	<b>DOW JONES</b> 8240,38 -44,68 -0,5%	<b>S&amp;P 500</b> 876,45 -4,45 -0,5%	<b>OR</b> 324,90 \$US -4,70 -1,4%	<b>PÉTROLE</b> 26,08 \$US 0,71 2,8%	<b>DOLLAR</b> 67,87 CUS -0,16	<b>63,09 CEURO</b> -0,08
---	---	--	---	---	---	---	---	---	-------------------------------------	-----------------------------

CAHIER D | LA PRESSE | MONTRÉAL | VENDREDI 4 AVRIL 2003

BOURSES

## Bombardier Produits récréatifs



Motoneiges Ski-Doo



Véhicules tout-terrains Traxter



Motomarines Sea-Doo



Équipements d'entretien de sentiers et pistes



Moteurs Rotax équipant les véhicules récréatifs



Moteurs hors-bord Johnson et Evinrude

### ACTIVITÉS QUÉBÉCOISES :

**Valcourt** : conception, élaboration et assemblage des motoneiges, des motomarines et des VTT, ainsi que fabrication de produits connexes.

**Sherbrooke** : centre de distribution

**Granby** : fabrication d'équipements de damage de pistes de ski et de sentiers et de véhicules chenillés

**Siège administratif** : Saint-Bruno

**Nombre d'emplois** : 7500, dont 3600 au Québec

### ACTIVITÉS À L'ÉTRANGER:

**Autriche**: fabrication des moteurs Rotax pour motoneiges, motomarines, bateaux sport, VTT, motocyclettes, etc. (1250 emplois)

**Finlande**: assemblage de motoneiges et véhicules utilitaires (150 emplois)

**États-Unis**: fabrication de bateaux sport à Benton, Illinois (400 emplois), et fabrication de moteurs hors-bord à Sturtevant, au Wisconsin (700 emplois)

**Chine**: produits de composantes électriques et petits moteurs hors-bord (165 emplois)

Sources : Bombardier, Bloomberg

# Les investisseurs acceptent plutôt bien le plan, pour l'instant

MARTIN VALLIÈRES  
LA PRESSE À TORONTO

LES INVESTISSEURS à la Bourse de Toronto ont plutôt bien accueilli le plan de redressement financier présenté hier par Bombardier, qui vise à recueillir rapidement 2,3 milliards de dollars en émettant des actions et en vendant des actifs comme la division des produits récréatifs Ski-Doo et Sea-Doo. Les actions de Bombardier ont enregistré

un gain de 9,8 % hier pour clôturer à 3,56 \$, s'inscrivant à contre-courant d'une séance baissière pour l'indice composé S&P/TSX de la Bourse de Toronto.

Le volume de transactions a été élevé : 26,4 millions d'actions de Bombardier ont changé de mains malgré l'interruption temporaire en début de journée, au moment de l'annonce du plan de redressement.

Il faut dire que le nouveau président de Bombardier, Paul Tellier, avait insisté devant les analystes financiers réunis hier à Toronto sur le fait que son plan visait d'abord à apai-

ser l'inquiétude des agences de crédit et des banquiers de l'entreprise.

Après deux exercices très turbulents, la cote financière de Bombardier risquait de glisser sous le niveau de « qualité d'investissement » qui est considérée minimale pour éviter une hausse substantielle des frais de financement.

« La cote de crédit était un gros facteur pour Bombardier. Son plan de redressement est prometteur et il faut espérer qu'il fonctionne », a dit Luc Fournier, gestionnaire de fonds d'actions à la compagnie d'assurances

Industrielle Alliance qui détient 500 000 actions de Bombardier.

Paul Tellier a expliqué que les 2,3 milliards souhaités en capital frais correspondaient au montant des frais spéciaux de restructuration que Bombardier inscrit à ses résultats pour son dernier exercice et le précédent.

Voir INVESTISSEURS en D2  
Suite du dossier en D4-D5

## AUJOURD'HUI

### Pas de hausse de propriété étrangère

Pendant qu'un groupe américain se dit intéressé à prendre une participation dans Air Canada, le ministre fédéral des Transports, David Colenette, s'est opposé hier à une hausse de la limite de propriété étrangère du transporteur aérien. Page 3

### BMO et Scotia: mariage en vue?

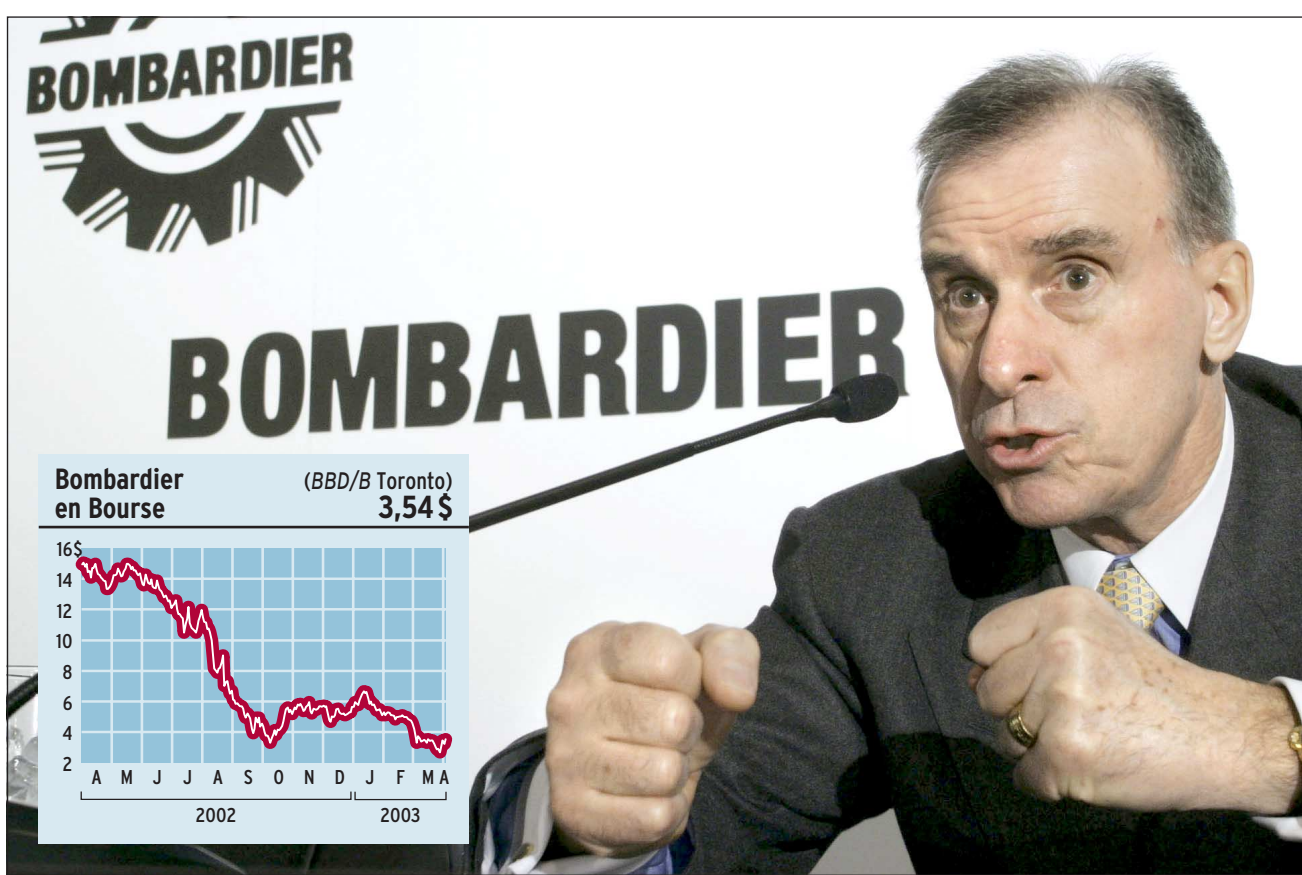
Notre profil boursier. Page 6

### Les profits grimpent chez Power

Power Corporation a terminé l'exercice 2002 avec un profit net en hausse de 4,3 %, à 645 millions de dollars, par rapport à 618 millions au cours de l'exercice précédent. Les revenus sont passés de 18,3 milliards à 19 milliards. Page 7

### Feu vert sous peu au train rapide

Pour son train rapide de 3 milliards de dollars dans le corridor Québec-Windsor, VIA Rail compte obtenir le feu vert de son actionnaire, Ottawa, « d'ici quelques semaines ou quelques mois », tout au plus. Le tiers du projet irait au JetTrain de Bombardier. Page 12



Paul Tellier, président et chef de la direction de Bombardier, pendant la conférence de presse hier à Toronto.

## Paul Tellier dénonce l'état des relations entre Ottawa et Washington

MARTIN VALLIÈRES

TORONTO — Alors qu'il présentait les résultats financiers de sa compagnie et son plan de redressement financier, hier à Toronto, le président de Bombardier, Paul Tellier, a fait part de sa « vive inquiétude » à propos de la détérioration des relations entre Ottawa et Washington, provoquée par leur différent sur la guerre en Irak.

« Un effort significatif doit être fait rapidement pour corriger la si-

tuation. Car avec 87 % des exportations du Canada qui vont aux États-Unis et 44 % de l'économie canadienne qui dépend de ce commerce, tout impact qui résulterait des tensions entre Ottawa et Washington, surtout à la frontière, pourrait affecter sérieusement le niveau de vie de milliers, sinon de millions de Canadiens », a indiqué Paul Tellier.

« Ce n'est pas une question d'être toujours d'accord avec les États-Unis. En fait, les meilleurs amis peuvent diverger d'opinion »,

a indiqué le président de Bombardier dans le contexte de l'affrontement militaire en Irak.

Mais, à propos des commentaires et des gestes antiaméricains survenus au Canada récemment et qui ont été largement diffusés dans les médias américains, Paul Tellier a suggéré qu'il s'agissait d'une situation où « la main droite ne sait plus ce que fait la main gauche ».

Voir TELLIER en D2

## Un train de mesures

LE PRÉSIDENT et chef de la direction de Bombardier, Paul Tellier, a annoncé un train de mesures visant à renforcer le bilan de la compagnie et à recentrer ses activités sur les secteurs de l'aéronautique et du transport. En voici les principales :

> Bombardier se départira de Bombardier Produits récréatifs. Cette division manufacture les motoneiges Ski-Doo, les motomarines Sea-Doo, les véhicules tout-terrains Bombardier, les moteurs hors-bord Johnson et Evinrude, des véhicules de damage de pistes et des véhicules à chenilles à usages multiples.

La division compte 7500 employés, dont plus de 3000 à Valcourt.

> Bombardier vendra ses services à la défense. Ces activités, qui font présentement partie de Bombardier Aéronautique, comprennent des services techniques pour des avions militaires à Mirabel et à Bridgeport, en Virginie occidentale. Ils comprennent également un programme de formation au pilotage pour les pilotes de l'OTAN à Portage la Prairie, au Manitoba, à Moose Jaw, en Saskatchewan, et à Cold Lake, en Alberta. Ces activités emploient environ 1250 employés.

> Bombardier mettra en vente l'aéroport municipal de Belfast, en Irlande du Nord. L'aéroport, qui dessert 1,8 million de passagers, surtout des gens d'affaires, emploie 340 personnes. Ces dispositions devraient rapporter plus de 1,5 milliard de dollars.

> Bombardier procédera à une émission d'actions de catégorie B. Le produit brut de l'émission devrait atteindre au moins 800 millions de dollars.

Voir TRAIN en D2

## Clavardage aujourd'hui à 11 h

cyberpresse.ca

avec Webcam

cyberpresse.ca/clavardage



## Mario Roy

L'éditorialiste fait le point sur la guerre en Irak



INVESTISSEURS

Suite de la page D1

Or, ces frais spéciaux ont gravement affecté les capitaux propres de Bombardier et détérioré les multiples financiers qui sont les plus surveillés par les agences de crédit et les banquiers de l'entreprise.

« J'ai dû consacrer beaucoup de temps ces dernières semaines à convaincre les financiers de patienter quelque peu, puis leur présenter un plan concret révélant la sévérité de l'état financier, a dit le président de Bombardier. Il faut considérer aussi que nous oeuvrons dans deux marchés principaux, l'aviation commerciale et le transport de passagers par rail, où l'accès à un financement compétitif est absolument primordial pour nos clients. »

Mais encore hier, après l'annonce de Bombardier, les importantes agences financières Moody's et Standard & Poor's indiquaient le maintien d'un « état de révision » envers la cote de crédit de Bombardier, citant l'attente des résultats de l'émission d'actions et de la vente d'actifs pendant que perdure l'incertitude dans le milieu de l'aviation.

Quant aux résultats annuels publiés hier par Bombardier — hausse de 8 % des revenus totaux, à 23,6 milliards malgré la baisse d'un milliard dans l'aviation, bénéfice d'exploitation de 519 millions qui s'est muté en perte nette de 615 millions après les frais spéciaux de 1,3 milliard — ils se sont avérés relativement conformes aux attentes des analystes et des investisseurs, surtout après l'avertissement lancé il y a quelques semaines.

Les résultats de Bombardier

En millions de dollars canadiens, sauf les montants par action

	2003	2002 (redressé)
<b>REVENUS PAR SECTEURS</b>		
Aéronautique	11 294,4	12 289,2
Transport	9 421,8	7 019,5
Produits récréatifs	2 476,3	1 952,6
Bombardier Capital	894,9	966,8
Revenus intersectoriels	-422,5	412,5
<b>Revenus totaux</b>	<b>23 664,9</b>	<b>21 815,6</b>
<b>BÉNÉFICE (perte) AVANT ÉLÉMENTS SPÉCIAUX ET IMPÔTS</b>		
Aéronautique	-32,4	721,5
Transport	309,8	230,4
Produits récréatifs	138,4	150,3
Bombardier Capital	103,8	41,4
<b>BÉNÉFICE NET (perte nette)</b>	<b>-615,2</b>	<b>36,0</b>
<b>BÉNÉFICE (PERTE) PAR ACTION</b>	<b>-0,47</b>	<b>0,01</b>

Source : Bombardier

Même l'ampleur des frais spéciaux de restructuration et d'ajustements comptables qui ont été déclarés par Bombardier n'ont pas semblé inquiéter les investisseurs.

En fait, ces frais sont imputables à des correctifs qu'ils réclamaient depuis quelque temps, et dont l'attente avait même contribué à la

forte dévaluation des actions en Bourse.

En contrepartie, l'intérêt des investisseurs envers le plan de redressement financier de Bombardier a été tempéré par l'attente des détails de son émission d'actions. L'entreprise veut recueillir 800 millions en vendant rapidement des

actions dont le prix et le nombre demeurent déterminés.

Au moment où sa cote boursière est au plus bas, le nombre d'actions devant être vendues pour recueillir 800 millions pourrait avoir un impact significatif sur les titres déjà négociés en Bourse.

En effet, si leur prix d'émission était proche de la cote actuelle de 3,56 \$ l'action, Bombardier devrait émettre quelque 224 millions d'actions pour atteindre le montant souhaité.

Un tel nombre d'actions représenterait l'équivalent de 18 % de celles déjà en circulation, ce qui aurait un effet de dilution significatif sur des éléments cruciaux pour les investisseurs, comme le bénéfice par action futur.

Après la présentation financière d'hier à Toronto, un dirigeant de Bombardier a indiqué à *La Presse* que l'on voulait établir le prix des actions « d'ici 24 à 48 heures », après des discussions intensives avec des firmes boursières.

De l'avis de gestionnaires de portefeuille, ces nouvelles actions de Bombardier devraient trouver preneur sans difficulté.

« Je sais que beaucoup de gens ont l'intention d'y regarder de très près, et moi aussi d'ailleurs. Après tout, le nouveau président de Bombardier, Paul Tellier, a une feuille de route favorable en ce qui concerne le redressement d'entreprise en situation difficile, comme il l'a fait au Canadien National », a dit Patricia Croft, gestionnaire de fonds chez Investissements Sceptre, à Toronto.

Avec Bloomberg et Reuters

La vente de feu de Bombardier

**Bombardier Produits récréatifs**  
7500 emplois  
Motoneiges, motomarines, VTT, bateaux sport, moteurs

**Services à la défense**  
1250 emplois

- › Services à l'aviation militaire (maître d'œuvre pour la maintenance des CF-18 et autres services techniques)
- › Formation à l'aviation militaire : formation de pilotes canadiens et de pilotes de l'OTAN

**Crédit-bail**  
pour wagons de Bombardier Capital  
› Location d'un parc de 16 000 wagons de marchandise

**Aéroport municipal de Belfast**  
340 emplois

- › Le site de l'aérogare est détenu en location, tout comme la piste et le terrain d'aviation.
- › L'aéroport dessert surtout les voyageurs d'affaires (1,8 million de passagers en 2002)

TRAIN

Suite de la page D1

> Bombardier Capital mettra fin à ses activités de crédit-bail pour wagons. L'entreprise se concentrera sur le financement de stocks et le financement provisoire d'avions de transport régional. Les activités de crédit-bail pour wagons emploient 33 personnes, la plupart à Jacksonville, en Floride.

> Bombardier modifiera sa structure de gouvernance. L'entreprise créera un comité de la régie d'entreprises et des nominations et révisera la mission du comité des ressources humaines et de la rémunération ainsi que celle du comité de vérification.

> Bombardier limitera les dividendes sur les actions de catégorie A et B. Le dividende de l'exercice 2003-2004 sera deux fois moins élevé que celui de l'exercice 2002-2003.

> Bombardier amende son engagement bancaire. L'entreprise a conclu une entente dans le cadre de ses deux principales marges de crédit afin d'amender le ratio emprunts nets : capitaux propres.

ÉCONO FLASHES

Goodyear | Perte nette de 1,1 milliard US

AKRON, Ohio — Le fabricant américain de pneumatiques Goodyear a accusé une perte de 1,1 milliard de dollars américains au quatrième trimestre de 2002, à cause d'une provision exceptionnelle de 1,08 milliard US pour des raisons fiscales, selon un communiqué. Au cours du quatrième trimestre de 2001, Goodyear avait enregistré une perte nette de 174 millions US. La perte nette par action pour le dernier trimestre de 2002 atteint 6,30 \$ US, par rapport à 1,07 \$ US un an plus tôt. La provision exceptionnelle représente 6,17 \$ US par action. Hors les différents éléments exceptionnels — très nombreux au cours du trimestre sous revue — les analystes tablaient sur 4 cents US de perte par action. Le chiffre d'affaires a atteint 3,53 milliards US, soit une progression de 1,7 % par rapport à la même période de 2001. — *Agence France-Presse*

Suncor | 3 milliards de plus dans les sables bitumineux

SUNCOR Energy, quatrième pétrolière intégrée canadienne, investira 3 milliards de dollars de plus dans un projet de sables bitumineux récemment agrandi afin d'augmenter la production de brut synthétique de près de 50 % d'ici 2007. La hausse de production s'inscrit dans un plan visant à faire passer sa production à plus d'un demi-million de barils par jour — soit le quart de la production pétrolière canadienne actuelle — d'ici neuf ans, a indiqué la compagnie dans un communiqué. Suncor est actuellement le plus important groupe de développement de sables bitumineux en Alberta et ses installations près de Fort McMurray, en Alberta, peuvent produire 225 000 barils par jour. — *Reuters*

Speedware et Enterprise Computer Systems | Entente de fusion

SPEEDWARE Corporation a conclu une entente et un plan de fusion avec Enterprise Computer Systems (ECS), un fournisseur de solutions logicielles destinées au marché de distribution des matériaux de construction. En vertu des clauses de l'entente de fusion, Speedware fera l'acquisition, dès la conclusion de l'entente, de 100 % des actions ordinaires d'ECS pour un montant de 12 millions US en espèces (sujet à certaines modifications). Il est prévu que l'équipe de direction actuelle d'ECS continuera de diriger la société après la conclusion de l'entente, lorsqu'elle deviendra une filiale en propriété exclusive de Speedware. L'opération est sujette aux conditions de clôture habituelles, notamment l'approbation par les actionnaires d'ECS. Le conseil d'administration d'ECS a approuvé à l'unanimité l'entente de fusion. Les actionnaires, qui détiennent près de 52 % des actions en circulation d'ECS, ont signé des ententes de vote en faveur de l'entente de fusion. La transaction devrait être conclue le 17 avril ou autour de cette date. ECS a déclaré un chiffre d'affaires de 20,2 millions US et un bénéfice net de 638 000 \$ US pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002. — *Pierre Bellemare*

La BCE | Statu quo monétaire

COMME PRÉVU, la Banque centrale européenne (BCE) n'a pas modifié ses taux directeurs hier, voulant se donner davantage de temps pour apprécier les répercussions sur l'économie européenne de la guerre en Irak. La dernière baisse du coût du crédit, d'un quart de point, remonte au 6 mars dernier. Le taux de refinancement de la BCE est actuellement de 2,50 % et, de l'avis des analystes, il faudra attendre mai ou juin pour une éventuelle détente monétaire. — *Reuters*

TELLIER

Suite de la page D1

« Les Canadiens doivent considérer que leur niveau de vie dépend grandement des relations entre le Canada et les États-Unis, et en particulier de ce qui se passe à la frontière », a insisté celui qui est président de Bombardier depuis trois mois, avec le mandat de lui refaire rapidement une santé financière et de consolider ses activités.

Paul Tellier a d'ailleurs fait allusion à sa fonction précédente de président du transporteur ferroviaire Canadien National pour dire que « je connais l'importance primordiale pour notre économie de pouvoir traverser facilement la frontière, après avoir dirigé une entreprise qui avait des centaines de mouvements de trains par jour entre les deux pays ».

Ces propos du président de Bombardier étaient parmi les plus insistants entendus récemment de la part d'un leader du milieu des affaires, à propos de la détérioration des relations entre Ottawa et Washington.

Ces propos du chef d'une entreprise qui emploie des dizaines de milliers de Canadiens et réalise la majeure partie de son chiffre d'affaires de 23 milliards de dollars aux États-Unis et dans le reste du monde devraient d'ailleurs avoir des échos dans le milieu politique.

Paul Tellier a fait ces commentaires à quelques jours de la visite à Washington, lundi et mardi prochains, d'un groupe important de chefs de grandes entreprises canadiennes. Ils iront discuter des relations entre les deux pays avec des dirigeants de l'administration Bush à la Maison-Blanche ainsi que des élus influents au Congrès.

Cette visite coïncidera aussi avec celle du vice-premier ministre et ministre des Finances, John Manley, qui sera accompagné du gouverneur de la Banque du Canada, David Dodge.

Le président de Bombardier, Paul Tellier, a dit de cette mission canadienne à Washington qu'elle serait « très très importante » pour tenter d'apaiser la tension avec Ottawa.

Mais il a déploré avoir dû s'en désister en raison d'importantes rencontres financières au cours des prochains jours, afin de conclure rapidement l'émission d'actions de 800 millions qui est un élément-clé du plan de redressement de Bombardier.



**BOMBARDIER**

**AVIS DE DIVIDENDE**  
Actions privilégiées série 2

Le conseil d'administration de Bombardier Inc. a déclaré un dividende mensuel variable de 0,098463 \$ pour le mois d'avril 2003 sur les actions privilégiées, série 2.

Ce dividende sera payé le 15 avril 2003 aux actionnaires inscrits à la clôture des affaires le 31 mars 2003.

Roger Carle  
Secrétaire de la Société  
Le 3 avril 2003

**Erratum**

Dans la liste des transactions effectuées par Groupe Immobilier RBC Marchés des Capitaux (*La Presse* du jeudi 3 avril, en page D-3), on aurait dû lire Delta Montréal de l'avenue Président-Kennedy et non Delta Centre-ville.

Nous nous excusons auprès de nos clients pour toute confusion que cette erreur aurait pu engendrer.

**RBC Marchés des Capitaux**  
Groupe Immobilier  
www.rbcimmobilier.com

**Placements Banque Nationale inc.**, gérant des Fonds Banque Nationale, a changé le gestionnaire de portefeuille de certains de ces fonds. Ainsi, la gestion de portefeuille du Fonds petite capitalisation Europe Banque Nationale, du Fonds marchés émergents Banque Nationale et du Fonds d'obligations mondiales RER Banque Nationale a été transférée à Gestion Altamira Itée, une filiale de la Banque Nationale du Canada située à Toronto. Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2003, Gestion Altamira Itée assure les conseils de placement relatifs aux fonds ci-dessus.

**Gestion Altamira Itée** est un conseiller en valeurs mobilières et un gestionnaire de portefeuille qui possède une solide expérience dans les secteurs où l'actif des fonds est investi. De plus, Gestion Altamira Itée a obtenu de façon constante des rendements supérieurs avec la gestion de fonds similaires.

**PLACEMENTS BANQUE NATIONALE**

**LE MIM 2003**  
**ACHÈTEZ VOTRE VOTE!**

VOTEZ EN LIGNE ET GAGNEZ VOTRE ENTRÉE (une valeur de 75\$)

www.mimontreal.com

50 CONFÉRENCIERS DE HAUT NIVEAU VOUS DÉVOIENT L'AVENIR!

Visitez notre site web pour connaître la programmation complète des conférences, ateliers et activités spéciales et pour vous inscrire en ligne.

Votez pour le thème de votre choix :

- COMMUNICATIONS**  
L'innovation technologique : 37<sup>e</sup> corde sensible des québécois? Présenté par Jacques Bouchard, publicitaire
- TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION**  
Les transactions en ligne sont-elles sécuritaires? Présenté par Jacques Nantel, HEC
- TÉLÉCOMS**  
L'avenir est-il au sans fil? Présenté par Claude Rousseau, Bell Mobilité

Présenté par La Toile des Communicateurs

LE SALON DES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES  
PALAIS DES CONGRÈS, MONTRÉAL

MARDI 15 AVRIL : 10h à 19h  
MERCREDI 16 AVRIL : 10h à 17h

**LE MIM 2003**  
Une exposition d'avant-garde sur les grandes tendances des technologies pour les chefs d'entreprises et les professionnels des TI et des communications

8000 visiteurs professionnels et 250 journalistes

rebelles.com marketing numérique  
Bell  
La Presse

**700 Affaires**

**710 OCCASIONS D'AFFAIRES**  
C.A. pour P.M.E. Impôts, tenue de livre, états financiers, consultation, etc. F. Pecoraro C.A. 514-374-0644  
COURTIER IMMOBILIER recherche associée. Gilles Garneau, (514) 996-8324.  
USINE de fabrication de meubles opérationnelle, AUBAINE, vente rapide. 514-914-1954

**725 TENUE DE LIVRES, IMPÔT**  
DÉCLARATIONS impôts, centre-ville, à partir de 25\$. 514-448-0468

**800 Avis**

**805 AVIS DIVERS, COMMUNIQUÉS**  
C.O.M.O. TIRAGE #14  
2807 2201 1871 2215 3397 3085 2739  
**850 AVIS DE DISSOLUTION, CHANGEMENTS DE NOM**  
PRENEZ AVIS que la compagnie URGENGE MÉDICALE DES CHÉSNAÏE INC., a l'intention de s'adresser à l'inspecteur général des institutions financières pour obtenir la dissolution de sa charte. Montréal, le 30 septembre 2002  
Denise Desmarçais, présidente



AIR CANADA

# Ottawa ne veut pas hausser la limite de propriété étrangère

Reuters

**Pendant qu'un groupe américain se dit intéressé à prendre une participation dans Air Canada, le ministre canadien des Transports, David Colletette, s'est opposé hier à une hausse de la limite de propriété étrangère du transporteur, placé depuis mardi sous la protection des tribunaux contre ses créanciers.**

« Pour l'instant, le cabinet n'a pas l'intention d'étudier cette question en particulier. Quant à savoir si cela pourrait changer, c'est quelque chose que nous ne pouvons pas rejeter », a-t-il indiqué aux journalistes.

Air Canada, dont la dette s'élève à près de 13 milliards, s'est placé mardi sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies, victime du ralentissement qui a secoué son industrie à la suite des attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis. Cette crise s'est aggravée avec la guerre contre l'Irak et l'épidémie mondiale de pneumonie atypique.

Une firme américaine spécialisée dans le rachat d'entreprises en difficultés, Texas Pacific Group (TPG), a néanmoins entamé des pourparlers pour investir dans Air Canada, mais a indiqué que la limite de 25 % sur la propriété étrangère des droits de vote pourrait poser problème.

« Air Canada a fait du bon travail dans un environnement difficile. Aucune décision d'invest-

tir n'a été prise, cela dépendra des économies de coûts réalisables », a dit Owen Blinksilver, porte-parole du groupe d'investissement.

Air Canada a refusé de commenter.

Certains membres du gouvernement et d'autres du parti d'opposition de l'Alliance canadienne ont exhorté M. Colletette à faire grimper le plafond des actions avec droit de vote du transporteur pouvant être détenues par des intérêts étrangers.

Mais le ministre a plutôt estimé qu'il était toujours possible que des investisseurs canadiens se montrent intéressés au financement d'Air Canada.

« Nous ne considérons pas cela comme un problème particulier », a-t-il indiqué au comité parlementaire chargé d'examiner le fardeau du transporteur.

« Le gouvernement a estimé qu'il est très important de s'assurer que cette industrie reste entre les mains des Canadiens. Les États-Unis ont la même opinion », a dit le ministre Colletette.

D'après lui, si le Canada devait faire grimper le plafond de cette limite, les États-Unis devraient prendre la même décision.

« Pourquoi voudrions-nous laisser aller quelque chose qui pourrait certainement faciliter l'arrivée de capitaux américains et potentiellement mener à la propriété non canadienne de l'industrie ? Si les États-Unis disent non, nous devons garder la limite à 25 % », a précisé David Colletette.

Il a par la suite indiqué que les États-Unis

n'avaient montré aucun intérêt envers une hausse de leur limite. D'après le député allianciste James Moore, Air Canada ne peut cependant pas se permettre d'attendre l'issue incertaine de longues négociations avec les États-Unis.

M. Colletette a pour sa part précisé que la limite ne s'appliquait pas aux investissements dans leur ensemble mais bien aux titres avec droit de vote. « Certaines personnes qui investissent dans les entreprises sont prêtes à ne pas avoir de droit de vote. Elles sont là pour le retour sur l'investissement, particulièrement dans le cas des grandes caisses de retraite. »

Le plus grand investisseur étranger d'Air Canada est britannique et il ne détient que 7 % à 8 %, a rappelé David Colletette. « Il semble que les investisseurs étrangers ne se bousculent pas pour investir dans Air Canada jusqu'à maintenant », a-t-il noté.

Le ministre a aussi indiqué qu'il n'empêcherait pas Air Canada d'abandonner certains trajets moins importants dans le pays.

Buzz Hargrove, président des Travailleurs canadiens de l'automobile, un des syndicats d'Air Canada, a insisté sur l'importance de revoir la réglementation de toute l'industrie pour s'assurer de la survie d'un transporteur national et pour garantir que les communautés plus éloignées conserveront leurs services.

Le titre d'Air Canada a perdu 9 cents à 87 cents, hier à la Bourse de Toronto, se stabilisant quelque peu après avoir largué 54 % la veille alors que les investisseurs cherchaient frénétiquement la porte de sortie.

## Optimisme au port

La Presse

LE PORT de Montréal semble avoir commencé l'année en force : toutes les catégories de marchandises, à l'exception des vrac solides, ont connu une hausse de trafic. Le trafic de conteneurs affiche un gain de 7 % tandis que celui des marchandises non conteneurisées a grimpé de 10 %. Pour les vrac liquides, on parle de 50 %. Au total, on prévoit que 19,6 millions de tonnes de marchandises seront manutentionnées au port de Montréal en 2003 et 22,4 millions en 2007.

## Nav Canada pourrait perdre 44 millions à cause d'Air Canada

Presse Canadienne

NAV CANADA estime que le recours d'Air Canada à la Loi sur les arrangements avec les créanciers pourrait lui faire perdre environ 44 millions de dollars, un montant qu'elle devra refiler à ses clients.

Selon le vice-président, finances, de Nav Canada, William G. Fenton, « ceci représente le montant qu'Air Canada, Jazz Inc. et les Lignes aériennes Zip devaient à Nav Canada à la date (le 1<sup>er</sup> avril 2003) de la demande de mise sous protection ».

M. Fenton a toutefois précisé que l'état des comptes de Nav Canada dans la restructuration prévue d'Air Canada n'est pas encore bien clarifié.

Nav Canada, une société privée sans capital-actions, exploite le système de navigation aérienne civile au pays en assurant les services de contrôle de la circulation aérienne, d'information de vol, d'exposés météorologiques, de même que les services consultatifs d'aéroport et l'aide électronique à la navigation.

## American toujours en danger

Agence France-Presse

NEW YORK — American Airlines n'est pas encore sauvée et le moindre refus de ses salariés d'entériner les accords de concessions salariales contraindrait le numéro un mondial du transport aérien au dépôt de bilan, a averti hier l'agence de notation financière Standard and Poor's. Les principales notes de crédit de la compagnie aérienne et de sa maison mère AMR restent sous révision, c'est-à-dire qu'elles peuvent être à tout moment confirmées, augmentées ou abaissées, a indiqué SP dans un communiqué.

# Pas de panique chez les voyageurs

SOPHIE ALLARD

MÊME SI Air Canada est menacé de faillite, c'était cette semaine le calme dans les agences de voyages avec lesquelles *La Presse* a pris contact : aucune annulation de voyage et aucun désintérêt soudain pour le transporteur aérien. N'empêche, plusieurs agents de voyages y voient une autre tuile sur la tête d'une industrie déjà en peine.

« Plusieurs clients inquiets nous ont téléphoné, mais tous ont confirmé leur volonté de voler avec Air Canada comme prévu », dit Claire Roy, porte-parole chez CAA-Québec.

Entre la pneumonie atypique et la guerre en Irak, les agents de voyages tirent le diable par la queue et croisent les doigts pour qu'Air Canada se remette à flot le plus rapidement possible. « C'est certain qu'un heureux dénouement est souhaitable car la période que vit l'industrie est très pénible, poursuit M<sup>me</sup> Roy. Pour l'instant, tout va bien, mais si ça change, j'ai bien peur que notre situation soit encore plus vacillante. »

Chez Voyages Campus, où l'on dessert une clientèle de 18 à 35 ans, on ne s'en fait pas pour autant. « Nos clients ne sont pas du tout craintifs, dit Carl Baillargeon, responsable du marketing de l'agence. Nous faisons aussi des affaires avec des compagnies américaines qui ont été prises dans le même bateau, par exemple US Airways. Alors, on sait à quoi s'en tenir et on informe adéquatement les voyageurs. »

Selon M. Baillargeon, la population, clients ou pas, comprend que l'industrie du voyage, en particulier les transporteurs aériens, connaît actuellement des moments très difficiles. « Air Canada a une réputation solide et se trouve dans une situation de monopole au pays, ajoute-t-il. Les gens sont convaincus que les avions ne resteront jamais au sol. »

Ce que confirme Nicole David, directrice du



Photo RÉMI LEMÉE, La Presse ©

Passagers à un comptoir d'Air Canada, mardi à l'aéroport de Dorval.

Club Voyages Berri, spécialisé dans les voyages d'affaires. « Aucun client n'a manifesté son inquiétude et je ne crois pas que la mauvaise situation financière dans laquelle se trouve Air Canada vienne perturber les vols. De toute façon, il n'y a pas beaucoup d'autres choix si on se déplace à l'intérieur du pays. »

Chez Option Consommateurs, on suggère néanmoins aux clients de ne pas faire affaires directement avec le transporteur. « Les grossistes et les agents de voyages ont une obligation de résultats envers leurs clients, soit de les faire voyager, de les rapatrier ou de les dédommager s'il y a lieu, indique Jannick Desforges, conseil-

lère juridique. Si un client achète son billet directement d'Air Canada et que la compagnie ferme soudainement ses portes, il se retrouve au bout de la longue liste de créanciers. »

Pour Voyages Delta à Montréal, la question ne se pose pas puisqu'on a arrêté de vendre Air Canada il y a quelques mois.

Chez Voyages Campus, on réussit à voir les choses d'un bon oeil. « Puisque les gens sont plus hésitants à voyager, notre rôle de conseiller reprend le dessus, dit M. Baillargeon. Nous sommes des experts en voyage. Nous devons informer et convaincre les clients de voyager malgré tout ce qui se passe. C'est un grand défi ! »

# Offres irrésistibles!

## Lexus RX300

636\$\* (48 mois)  
0\$ comptant  
4,1%  
Transport et préparation inclus

## Lexus ES300

648\$\* (48 mois)  
0\$ comptant  
4,1%  
Transport et préparation inclus

## Lexus IS300 SD

499\$\* (48 mois)  
2000\$ comptant  
4,9%  
Transport et préparation inclus



**Gabriel Lexus Toyota**  
3333, Côte de Liesse, St-Laurent  
(514) 747-7777  
ventes@gabriel.lexus.ca

**Prestige Lexus**  
5770, boul. Taschereau, Brossard  
(450) 923-7777  
ventes@prestige.lexus.ca

**Spinelli Lexus Toyota**  
561, boul. St-Joseph, Lachine  
(514) 634-7171 1-800-352-6111  
ventes@spinelli.lexus.ca

**Vimont Lexus Toyota**  
255, boul. St-Martin Est, Laval  
(450) 668-2710 1-800-625-3987  
ventes@vimont.lexus.ca



À la conquête de la perfection.

\* Le taux d'intérêt pour les véhicules Lexus RX 300/ES 300/IS 300 SD 2003 neufs est de 4,1%/4,1%/4,9% et s'applique à des plans de location de 48 mois de TCCL, sur approbation du crédit. Cette offre s'applique uniquement aux véhicules en stock chez le concessionnaire et ne peut être combinée à aucune autre offre. EXEMPLE DE PAIEMENT: RX 300 (édition luxe)/ES 300 (groupe A)/ IS 300 SD (manuelle, 5 vitesses). Taux d'intérêt: 4,1%/4,1%/4,9% - Durée: 48 mois - PDSF: 51 600\$ (incluant une contribution du concessionnaire de 3 135\$/43 800\$/39 075\$ (incluant une contribution du concessionnaire de 3 000\$) - Acompte ou échange équivalent: 0\$/0\$/2 000\$ Mensualité de location: 636\$/648\$/499\$ - Dépôt de sécurité remboursable: 4 500\$/4 500\$/0\$ - Limite de kilométrage: 24 000 km par an. Frais de 0,15\$ pour chaque kilomètre supplémentaire (0,10\$ par kilomètre si convenu au moment de la signature du contrat de location). Taxes, immatriculation et assurances en sus. Frais de transport et de préparation inclus. Voyez votre concessionnaire Lexus le plus près pour plus de détails. L'offre prend fin le 30 avril 2003. Le modèle peut être montré avec un équipement en option.



## LE PLAN DE BOMBARDIER

## L'attachement des Québécois sera ébranlé

MARIE TISON

**La décision de Bombardier de mettre en vente sa division des produits récréatifs aura un impact sur l'attachement des Québécois envers cette entreprise, surtout si l'acheteur vient de l'extérieur.**

« L'image de marque de Bombardier va en prendre pour son rhume si la division est vendue à des intérêts étrangers », a déclaré le vice-président de l'agence de publicité Taxi, Jean-Jacques Strélski.

Les experts en marketing et gestion de la marque consultés par *La Presse Affaires* hier ont souligné l'attachement profond qui lie présentement les Québécois à Bombardier, une « véritable institution québécoise comme le Mouvement Desjardins, une espèce d'invulnérable », selon les termes de M. Strélski.

Dans le dernier palmarès de la *Revue Commerce*, établi par Léger Marketing, Bombardier s'est classée au sixième rang des entreprises les plus admirées des Québécois.

Quant à la motoneige, elle fait partie du patrimoine du Québec, au même titre que le hockey, a affirmé le vice-président à la recherche de Léger Marketing, Serge Laflamme.

« Il y a un savoir-faire qui est là, qui est l'héritage de J.-Armand Bombardier, a soutenu M. Strélski. On risque de jeter le bébé avec l'eau du bain si on ne fait pas attention à ce qu'on vend et à qui on vend. »

La participation de la famille Bombardier dans le rachat de la division des produits récréatifs pourrait neutraliser l'impact négatif de la décision de la direction de Bombardier.

« Ce serait même une bonne nouvelle, a affirmé M. Strélski. Cette famille a un grand capital de sympathie, ce sont des gens extrêmement respectés, appréciés. »

La vente à un acteur comme John Deere, qui a récemment conclu une entente de partenariat avec Bombardier Produits récréatifs pour la création de nouveaux véhicules utilitaires, serait aussi un moindre mal, compte tenu du capital de sympathie de cette entreprise américaine, a fait valoir M. Strélski. Comme Bombardier, la compagnie John Deere tire ses origines de l'inventivité d'un homme, John Deere.

« Il y a quelque chose de naturel », a déclaré M. Strélski, avant d'ajouter que la vente à une entreprise japonaise « ne serait pas très bien vue. »

Le président de BDDS Weber Shandwick, Yves Dupré, a fait observer que l'image de Bombardier en tant qu'entreprise à succès était déjà passablement amoindrie.

« Au niveau où est rendue son action, on ne peut pas douter qu'il y ait un problème », a-t-il déclaré.

Il a soutenu que les Québécois étaient capables de comprendre que l'entreprise, aux prises avec

une situation économique difficile, devait faire quelque chose. « Le niveau de fierté envers Bombardier va peut-être en subir les conséquences, mais je ne pense pas que l'entreprise tombe dans la cave », a-t-il ajouté, faisant référence au palmarès des entreprises les plus admirées.

La présidente de Cohésion Stratégies, Cristiane Bourbonnais, a dit s'attendre à ce que la décision de la direction de Bombardier entraîne une certaine érosion de l'attachement du commun des mortels.

« Mais l'avenir de l'entreprise est avec les grandes corporations, les grands clients d'affaires, les gouvernements, les sociétés de transport, a-t-elle ajouté. Elle se doit d'assurer ce succès. »

Elle a aussi affirmé que même si les marques Ski-Doo et Sea-Doo suscitaient un attachement émotif au Québec, la croissance des produits récréatifs de Bombardier dépendait davantage des marchés de l'extérieur, notamment des États du Wisconsin, de l'Illinois et du Min-

nesota, dotés de nombreux lacs et d'hivers enneigés.

À l'extérieur du Québec, les marques Ski-Doo et Sea-Doo ne sont pas vraiment associées à Bombardier et elles pourraient continuer à vivre sous une nouvelle direction.

« Ce serait une bonne affaire pour quelque compagnie qui achèterait ces marques », a soutenu M<sup>me</sup> Bourbonnais.

Cela permettrait à Bombardier de se concentrer sur l'aéronautique et le matériel roulant, où l'entreprise voit son avenir.

« Pour assurer sa pérennité, il faut parfois procéder à des chirurgies qui font mal temporairement », a déclaré M<sup>me</sup> Bourbonnais.

M. Lafrance, de Léger Marketing, a indiqué qu'à terme, la perception moins positive des Québécois à l'égard de Bombardier pourrait se modifier.

« Elle peut être compensée par d'autres nouvelles, au long de l'année, qui seraient favorables à l'entreprise », a-t-il indiqué.

## La famille Bombardier ne veut qu'une partie des Produits récréatifs

LAURIER CLOUTIER

LA FAMILLE Bombardier n'est intéressée qu'au rachat d'une partie des Produits récréatifs Bombardier, cette entreprise de Valcourt qui a pourtant donné naissance au leader mondial des véhicules ferroviaires et au troisième géant mondial de l'aéronautique.

Les enfants du fondateur, J.-Armand Bombardier, peuvent toutefois invoquer certaines raisons quand ils acceptent de laisser partir le contrôle de cet héritage patrimonial.

La valeur boursière des actions de la compagnie Bombardier inc. ayant fondu de près de 90 %, la famille a perdu, sur papier, la plus grande partie de sa fortune et doit, elle aussi, faire des choix dans l'utilisation de ses fonds.

Outre le rachat d'une partie du fabricant de motoneiges et de motomarines, la famille veut déjà acheter une part (de l'ordre de 20 %, pour maintenir sa propriété au même niveau) de l'émission d'actions annoncée hier par Bombardier, d'une valeur d'au moins 800 millions de dollars. Quant à la valeur de Produits récréatifs Bombardier, elle dépasserait 1,5 milliard. La famille pourrait donc devoir trouver rapidement entre 500 millions et 1 milliard pour battre des acheteurs de calibre international et réaliser ses deux investissements projetés, avec l'aide de partenaires.

Depuis leur sommet boursier de 26,30 \$, atteint le 9 août 2000, les actions de Bombardier ont chuté fortement et ne valent plus qu'un peu plus de 3 \$.

Les membres de la famille Bombardier ne sont pas disponibles pour des entrevues, a déclaré hier leur porte-parole, Luc Beauregard. L'un d'entre eux, André Bombardier, avait quitté son bureau du siège social.

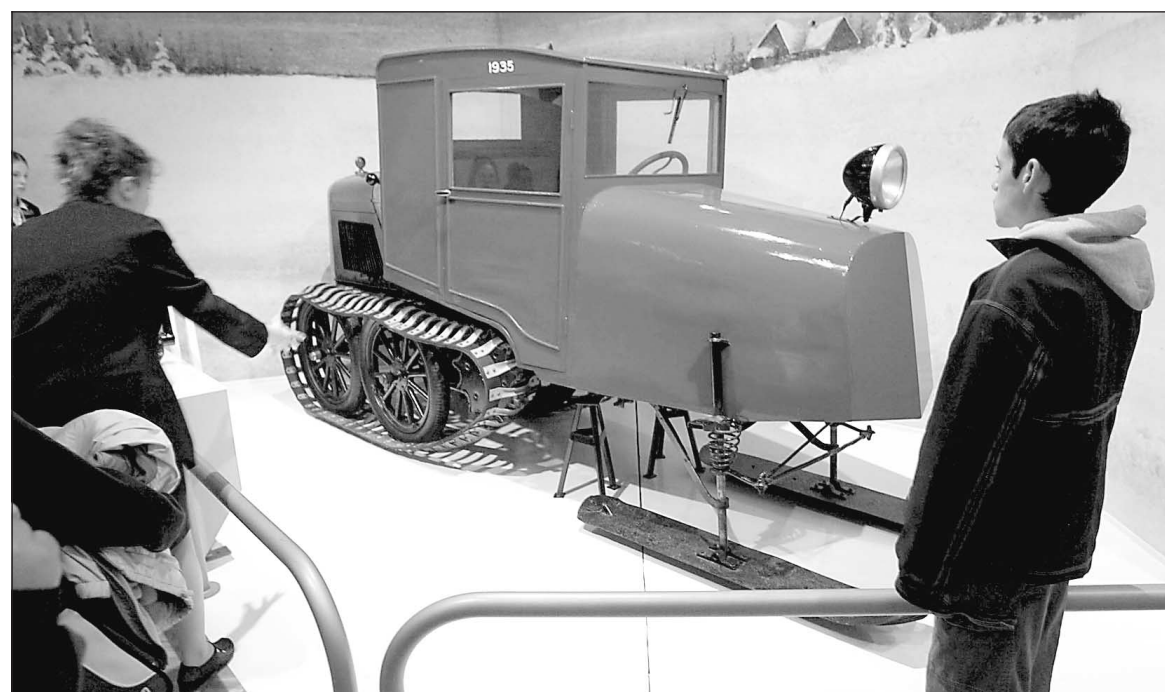
La famille comprend aussi Claire Bombardier, la femme de Laurent Beaudoin, qui fut président et chef de la direction de Bombardier durant 20 ans; Huguette Bombardier, qui est mariée à Jean-Louis Fontaine, membre du conseil d'administration de la compagnie, et Jeannine Bombardier, tous actionnaires.

Luc Beauregard n'a pas inclus Pierre Beaudoin, président de Bombardier Aéronautique et fils de Claire et Laurent Beaudoin, dans les membres de la famille intéressés aux motoneiges et motomarines. Pierre Beaudoin n'a pas voulu en discuter avec *La Presse Affaires* hier.

Il est trop tôt pour préciser les modalités de l'éventuel rachat, déclare Luc Beauregard. La famille se montre intéressée à s'associer à d'autres investisseurs pour le rachat à Valcourt, dit-elle dans un communiqué. Le président de Bombardier, Paul Tellier, a d'ailleurs déclaré hier, au cours d'une téléconférence, que la participation de la famille serait minoritaire.

Un investissement dans Produits récréatifs Bombardier « ne fait pas partie du carré de sable du Fonds FTQ », déclare son président, Pierre Genest, l'organisme préférant investir dans les PME.

La Société générale de financement pourrait être intéressée mais n'a pas encore été presen-



Sur la photo du haut, J.-Armand Bombardier et une de ses autoneiges, en 1960. Sur la photo du bas, prise au musée Bombardier de Valcourt, on peut voir l'ancêtre des motoneiges modernes, créée en 1935 par Bombardier.

tie, déclare de son côté son vice-président et porte-parole, Jean-Yves Duthel.

Quant à la Caisse de dépôt et placement du Québec, c'est dans sa mission de faire tous les

jours des investissements importants mais elle refuse toujours de commenter avant leur réalisation, conclut sa porte-parole, Lucie Frenière.

## Motoneiges et motomarines ne sont plus le moteur du géant

MARIE TISON

PARADOXALEMENT, les activités qui sont à l'origine de Bombardier, les produits récréatifs, ne sont plus le moteur du développement de l'entreprise.

« C'est ce qui frappe le plus, a commenté Vincent Sabourin, professeur en stratégie des affaires à l'UQAM. C'est un paradoxe. Dans l'imaginaire des Québécois, c'est le patrimoine économique du Québec. »

Il a toutefois soutenu que la vente des produits récréatifs constituait une bonne décision.

Il a expliqué que les synergies que l'entreprise pouvait dégager dans les secteurs aéronautique et ferroviaire, comme une approche commune au plan des ventes (on vend à des gouvernements et à de grands clients) et des méthodes de production, ne se retrouvaient pas à l'échelon des produits récréatifs.

En outre, il y avait un aspect « mode » dans les produits récréatifs, notamment au chapitre des vêtements de motoneige, qui ne se retrouvait nulle part ailleurs dans l'entreprise.

M. Sabourin a ajouté que le marché des motoneiges et des motomarines allait connaître une période de turbulence. Ainsi, le marché des motoneiges est arrivé à maturité et dépend en grande partie du climat.

Quant au marché des motomarines, il doit faire face à une réglementation de plus en plus sévère en ce qui a trait à l'utilisation de ces engins sur les lacs.

« C'est une inconnue qui risque de faire baisser le revenu de cette division », a soutenu M. Sabourin.

Il a ajouté que Bombardier Produits récréatifs devait aussi faire face à la concurrence accrue des compagnies japonaises comme Yamaha et Kawasaki.

Son collègue Benoît Bazoge, également professeur en stratégie d'affaires à l'UQAM, a fait remarquer que ces entreprises japonaises étaient centrées autour de moteurs qu'elles pouvaient utiliser dans plusieurs types de produits.

« Il y a émergence de produits basés sur la même technologie, un facteur dont ne disposait pas Bombardier, a déclaré M. Bazoge. Je me demande si, à terme, Bombardier ne voyait pas là un handicap. »

M. Sabourin a soutenu que le nouveau président et chef de la direction de Bombardier, Paul Tellier, un homme de chemin de fer, avait avantage à mettre son énergie sur Adtranz, une division ferroviaire européenne qui s'intègre plus difficilement que prévu, plutôt que « sur des choses qui demeurent en périphérie ».

M. Bazoge estime toutefois que la décision de vendre la division des produits récréatifs n'est pas avant tout une décision stratégique, mais une réaction à des problèmes de liquidités au sein de la corporation.

« Je ne pense pas qu'ils l'auraient vendue s'ils n'avaient eu ces problèmes, a-t-il déclaré. C'est l'origine de la compagnie. »

La participation de la famille Bombardier à l'acquisition de la division constituerait à ses yeux une issue positive.

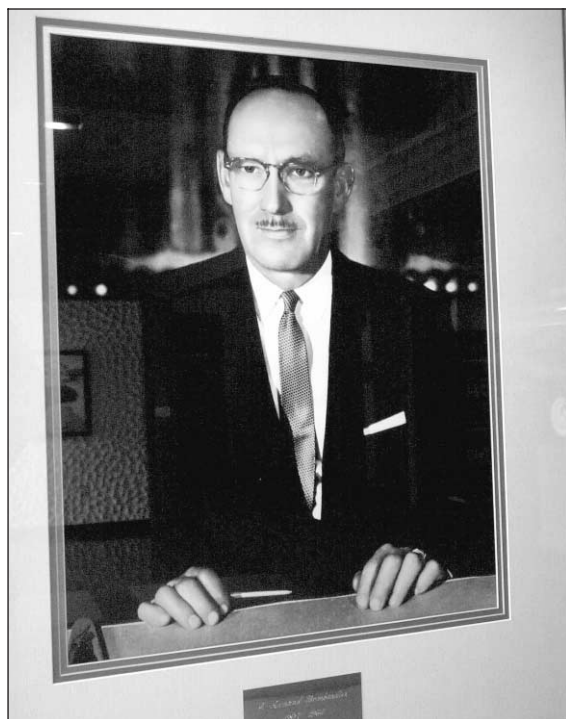
« On aurait le meilleur des deux mondes, a-t-il soutenu. La famille continuerait à mener les activités premières de l'entreprise et le groupe pourrait se concentrer sur la grosse industrie. »

## Les grandes dates dans l'histoire de Bombardier

La Presse

- > 1926 : Joseph-Armand Bombardier ouvre un garage à Valcourt.
- > 1937 : premier brevet de Joseph-Armand Bombardier pour l'autochenille de neige.
- > 1942 : fondation à Valcourt de l'Auto-Neige Bombardier limitée.
- > 1959 : mise en marché de la motoneige Ski-Doo.
- > 1964 : mort de Joseph-Armand Bombardier.
- > 1968 : lancement de la motomarine Sea-Doo.
- > 1969 : inscription du titre Bombardier aux Bourses de Montréal et de Toronto.
- > 1970 : acquisition de la société autrichienne Lohnerwerke GmbH, fabricant des moteurs Rotax.
- > 1972 : création de la filiale Crédit Bombardier, devenue Bombardier Capital.
- > 1974 : création de la division de transport ferroviaire.

- > 1979 : Laurent Beaudoin est nommé président et chef de la direction de Bombardier inc.
- > 1986 : Bombardier achète Canadair.
- > 1990 : création de la filiale Bombardier Immobilier.
- > 1990 : création de la filiale Learjet Corporation.
- > 1992 : achat de l'avionneur de Havilland.
- > 1992 : lancement du Regional Jet.
- > 1996 : création de Bombardier Services.
- > 1999 : Robert E. Brown devient président et chef de la direction de Bombardier; Laurent Beaudoin devient président du conseil d'administration et du comité exécutif.
- > 2000 : Acquisition de Adtranz par Bombardier Transport.
- > 2001 : acquisition de Outboard Marine Corporation, fabricant de moteurs hors-bord.
- > 2002 : Robert E. Brown quitte la direction de Bombardier et Paul Tellier le remplace à partir de janvier 2003.



Portrait de J.-Armand Bombardier au musée Bombardier de Valcourt.

Photo RÉMI LEMÉE, La Presse



LE PLAN DE BOMBARDIER

# La famille Bombardier aura moins de pouvoirs

FRANCIS VAILLES

**La famille Bombardier aura passablement moins de pouvoirs au conseil d'administration de l'entreprise fondée par Joseph-Armand Bombardier.**

La société a entrepris certains changements concernant les règles qui régissent le conseil d'administration. En vertu des nouvelles règles, aucun membre de la famille Bombardier ni aucun administrateur lié d'une quelconque façon ne siègera aux comités du conseil. De plus, le comité exécutif de Bombardier, formé d'un groupe restreint d'administrateurs, sera aboli.

Autrement dit, le comité de vérification du conseil, celui qui s'assure de la justesse des résultats, sera entièrement formé d'administrateurs indépendants, tout comme le comité des ressources humaines et de la rémunération.

Le comité exécutif sera remplacé par un comité de la régie d'entreprise et des nominations, encore une fois entièrement indépendant. Enfin, un nouveau comité sera formé, soit le comité de surveillance des caisses de retraite, dans le contexte des difficultés que connaissent ces régimes chez Bombardier.

Ces changements doivent être approuvés à l'assemblée générale de l'entreprise, prévue le 10 juin. Jumelées au changement de convention comptable, qui améliorera la clarté et

la transparence des résultats, ces nouvelles règles de régie d'entreprise devraient donner confiance aux investisseurs, souhaite-t-on chez Bombardier.

Sur un total de 13 membres au conseil, quatre sont de la famille Bombardier, notamment André Bombardier et Janine Bombardier, de même que Laurent Beaudoin et Jean-Louis Fontaine, les conjoints de deux soeurs de la famille. « La famille a donné son assentiment aux changements et son appui à Paul Tellier », a dit à ce sujet Dominique Dionne, porte-parole de l'entreprise.

**Yves Michaud donne un B+**

Yves Michaud, surnommé le Robin des banques, estime que les changements à la régie d'entreprise de Bombardier sont un pas

dans la bonne direction. Il accorde maintenant à l'entreprise la note de B+ pour sa gouvernance, comparativement à B- dans le cas de Quebecor World, qui a récemment apporté des changements elle aussi.

Néanmoins, pour obtenir une note parfaite, Bombardier devrait remplir trois autres conditions, soutient le fondateur de l'Association de protection des épargnants et investisseurs du Québec (APEIQ). D'abord, un représentant des actionnaires minoritaires devrait être élu au conseil. Ensuite, l'entreprise maintenant multinationale devrait abolir le régime d'actions avec droit de vote multiple accordé à la famille Bombardier. Enfin, un employé retraité de Bombardier devrait siéger au comité de surveillance des caisses de retraite.

## Effets de la réforme comptable sur les résultats<sup>1</sup>

	AVANT LA RÉFORME	APRÈS LA RÉFORME	ÉCART
<b>EXERCICE 2002<sup>2</sup></b>			
Revenus	21,6 milliards	21,8 milliards	+182 millions
Coûts	21,1 milliards	21,8 milliards	+690 millions
Impôts	167 millions	14,1 millions	-153 millions
Bénéfice net ou perte nette <sup>3</sup>	391 millions	36 millions	-355 millions
Bénéfice par action	0,27 \$	0,01 \$	-0,26\$
<b>EXERCICE 2003<sup>2</sup></b>			
Revenus	23,5 milliards	23,7 milliards	+201 millions
Coûts	23,2 milliards	24,5 milliards	+1234 millions
Impôts	142 millions	-176 millions	-318 millions
Bénéfice net ou perte nette <sup>3</sup>	101 millions	-615 millions	-716 millions
Bénéfice par action	0,05 \$	-0,47\$	-0,52\$

1 Les chiffres ont été arrondis  
2 L'exercice financier de Bombardier prend fin le 31 janvier  
3 Après impôts

Sources : Bombardier et La Presse

# Les révisions comptables réduisent le bénéfice de 1,3 milliard

**Paul Tellier veut se conformer aux normes américaines**

FRANCIS VAILLES

BOMBARDIER a annoncé, hier, qu'elle réduisait la valeur de certains avions et changeait sa façon de calculer ses résultats, des changements qui ont un impact de 1,3 milliard de dollars sur le bénéfice annuel.

Pour l'exercice annuel terminé le 31 janvier, le fabricant de matériel de transport a enregistré une perte nette de 615,2 millions, soit 47 cents par action. N'eût été les modifications comptables, l'entreprise aurait plutôt affiché un gain net de 44 cents par action (environ 576 millions). Ce bénéfice aurait été inférieur aux attentes des analystes, qui tablaient sur un bénéfice net de 50 cents par action.

Sur le 1,3 milliard d'éléments spéciaux, 587,9 millions sont essentiellement attribuables à la réduction de la valeur des stocks et des avions d'occasion de Bombardier, et à des revenus de sous-location d'avions moindres que prévu. Une portion de 108,2 millions est attribuable aux indemnités de départ (67,2 millions) et au règlement d'une poursuite et d'un différend contractuel (41 millions).

Une autre portion du 1,3 milliard vient d'un changement important de convention comptable chez Bombardier, qui a un impact de 614,7 millions. Ce changement vise l'estimation du coût de production d'un avion.

Auparavant, la méthode dite de comptabilisation par programme estimait le coût moyen d'un avion en se basant sur le prix de vente prévu sur le marché. En vertu de cette norme comptable, Bombardier appliquait un pourcentage constant sur le prix de vente pour estimer le coût. L'entreprise change de méthode parce que le prix des avions est devenu plus volatil, avec les conditions difficiles du marché, une tendance qui devrait se maintenir.

La nouvelle méthode dite du coût moyen procède de façon inverse. En vertu de cette norme, la société estimera la quantité à produire et le coût total de production à partir desquels elle obtiendra le coût moyen. Avec cette méthode, la marge bénéficiaire ne sera plus constante, mais variera avec le prix de vente, contrairement à l'autre

méthode. « Les résultats financiers refléteront plus rapidement les fluctuations dans les coûts de production et l'effet des facteurs externes tels les prix de ventes réels », écrit Bombardier.

En conférence, le PDG de Bombardier, Paul Tellier, a indiqué qu'en procédant ainsi, Bombardier aurait une comptabilité conforme aux normes américaines, ce qui faciliterait la publication des résultats en dollars américains et l'inscription de la société à la Bourse de New York, d'ici deux ans.

Les investisseurs seront toutefois déçus d'apprendre que les résultats sont modifiés de façon rétroactive. Ainsi, pour l'exercice terminé le 31 janvier 2002, l'entreprise déclare maintenant un minuscule gain de 36 millions (1 cent par action), comparativement au bénéfice net de 390,9 millions déclarés l'an dernier avec l'ancienne méthode (27 cents par action). La réforme n'a aucun impact sur les flux monétaires (trésorerie), cependant.

Au cours du quatrième trimestre clos le 31 janvier, l'entreprise a fait état d'une perte nette de 1,05 milliard (77 cents par action), comparativement à un bénéfice net de 77,7 millions (5 cents par action) pour la période correspondante l'année précédente. Au total, les revenus de l'entreprise se sont élevés à 23,66 milliards pour l'année complète. La perte nette s'est élevée à 615,2 millions (47 cents par action).

Pour la division aéronautique, les revenus annuels ont été de 11,3 milliards et la perte avant impôt et éléments spéciaux, de 32,4 millions. Les charges spéciales se sont chiffrées à 1,3 milliard.

La division des trains (Bombardier Transport) a engrangé 9,4 milliards de revenus annuels et un bénéfice avant impôt (BAI) de 309,8 millions. Celle des produits récréatifs a obtenu 2,5 milliards de revenus et un BAI de 138,4 millions. Enfin, les revenus de Bombardier Capital ont été de 894,9 millions et le BAI, de 103,8 millions.

Le plan de relance de la compagnie a été bien accueilli sur Bay Street. L'action de catégorie B de Bombardier a gagné 32 cents, ou 9,9 %, à 3,56 \$.

# Le « sang jaune » donne confiance aux employés de Valcourt

SÉBASTIEN RODRIGUE

VALCOURT — Les employés de la division des produits récréatifs de Bombardier ont accueilli la mise en vente de l'entreprise avec philosophie, la plupart se disant rassurés par l'intérêt manifesté par un acheteur au « sang jaune », comme le premier Ski-Doo de Joseph-Armand Bombardier.

La direction de l'entreprise a réuni hier matin tous les employés dans l'aréna de Valcourt pour annoncer la décision prise par le nouveau PDG de Bombardier, Paul Tellier.

Pour se remettre sur pied, la multinationale espère tirer 1,5 milliard de dollars en vendant sa division des produits récréatifs, rien de moins que les racines de l'entreprise fondée par Joseph-Armand Bombardier dans les années 40. « C'est une division rentable, c'est dommage de se séparer du groupe, mais je ne crains pas pour mon emploi », dit René Boisvert, rencontré aux abords de l'immense usine de Valcourt où sont fabriqués les motoneiges, les motomarines et les véhicules tout-terrains.

Un autre employé, Dany Paradis, souligne pour sa part que l'intérêt manifesté par la famille Bombardier rassure les employés. « J'espère que la famille va nous racheter avec John Deere », lance Michel Désautels avant d'aller manger son lunch.

D'autres employés estiment que cette transaction donnera de l'oxygène à la division des produits récréatifs. « Si on regarde ce qui va mal, ce ne sont pas les produits récréatifs, c'est l'aéronautique qui nous rentre dedans. Si on se sépare, on est capable de fonctionner seul », dit Brigitte Johnson.

En 2002-2003, la division des produits récréatifs a réalisé un chiffre d'affaires de 2,5 milliards et dégagé un bénéfice avant impôts de 138,4 millions. Cette division possède des installations à Valcourt, Granby, Sherbrooke ainsi qu'aux États-Unis, en Autriche et en Finlande.

En fait, aucun employé rencontré hier n'a manifesté d'inquiétude ni de hargne face à la restructuration de Paul Tellier. « Il n'y a pas beaucoup d'employés qui pensent que nous passerons entre des mains étrangères, la famille reste très attachée à la place », explique Luc Basque, qui travaille à la gestion de la qualité.

Tout le monde croise néanmoins les doigts pour que les 8000 employés restent à Valcourt. « Sans Bombardier, ça deviendrait un autre Murdochville », dit Diane Belleville, serveuse d'un restaurant installé en face de l'usine.

Dans un communiqué publié hier, la famille Bombardier se dit prête à participer à un rachat avec

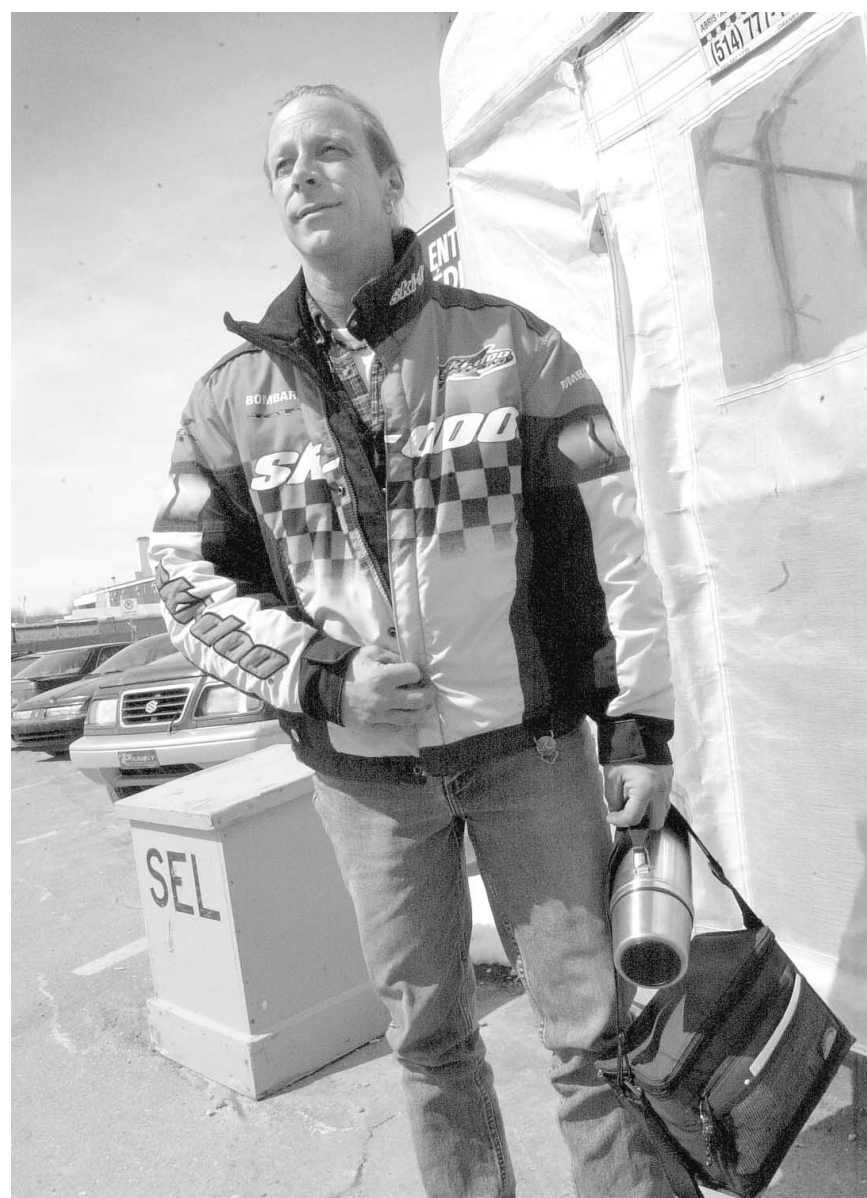


Photo RÉMI LEMÉE, La Presse ©

**Aucun employé rencontré hier à Valcourt n'a manifesté d'inquiétude ni de hargne face à la restructuration de Paul Tellier. Sur la photo, Marcel, qui préfère taire son nom de famille.**

d'autres investisseurs pour « ajouter de la valeur à une offre ». « La famille a un attachement naturel envers cette industrie (...) Ils pensent pouvoir apporter un avantage à une offre, ils incarnent des relations étroites avec la communauté de Valcourt et avec l'entreprise », dit Luc Beauregard, porte-parole de la famille Bombardier.

Bombardier emploie 60 % des 2500 citoyens de Valcourt, sans compter les sous-traitants qui fournissent des produits à l'entreprise. Le quart des revenus fonciers de la Ville provient de l'entreprise. L'aréna, le club de golf, le terrain de baseball, la piscine municipale appartiennent tous à l'entreprise. Grâce à Bombardier, la petite municipalité des Cantons-de-l'Est possède des infrastructures démesurées en regard de sa taille.

Le maire Denis Allaire se montre tout de même confiant et compte d'ailleurs rencontrer sous peu les dirigeants de l'entreprise pour discuter de l'avenir de l'usine et des infrastructures. « On a toujours fait

confiance à la compagnie, à la famille Bombardier (...) Il y a eu des hauts et des bas, on en est toujours ressorti gagnant, je ne pense pas que se soit différent cette fois-ci », soutient-il.

Éric Martel, conducteur d'un monte-charge à l'usine de Valcourt, se montrait optimiste en soulignant que les employés pouvaient compter sur la famille Bombardier. « Ils ne peuvent pas nous abandonner, tout le monde à des liens, tout le monde à un lien familial, on est tous relié d'une manière », dit-il.

La directrice des communications de la Fondation J. Armand Bombardier, Louise Lemay, souligne que la famille manifeste toujours son sentiment d'appartenance auprès des citoyens de Valcourt en soutenant financièrement la communauté.

Comme on se plaît à le répéter dans cette petite municipalité, tout le monde a le sang jaune comme le premier Ski-Doo commercialisé par Joseph-Armand Bombardier.



Photo RÉMI LEMÉE, La Presse ©

**Bombardier emploie 60 % des 2500 citoyens de Valcourt, sans compter les sous-traitants qui fournissent des produits à l'entreprise.**



# BMO et Scotia: mariage en vue?



**RÉJEAN BOURDEAU**  
PROFIL BOURSIER

Des cinq grandes banques canadiennes, la Banque de Montréal (BMO) est la « candidate » idéale à une fusion.

Au cinquième rang pour ses éléments d'actif, la BMO est attrayante parce qu'elle a la filiale américaine la mieux implantée avec Harris Bank, de Chicago, et une place importante au pays dans le secteur des particuliers (hypothèques, etc.) et de l'investissement (financement d'entreprises, etc.), note l'analyste Quentin Broad, de Marchés mondiaux CIBC, dans un récent rapport.

Il faut dire que la banque n'a jamais caché son intérêt pour les regroupements, ce qui fait que le prix de son action a déjà incorporé ce facteur.

Au cours de la dernière assemblée annuelle, en février, son président, Tony Comper, avait même indiqué qu'« une fois résolues toutes les questions pressantes d'intérêt public, une fusion bien organisée et bien exécutée des banques canadiennes devrait s'imposer comme la meilleure solution à long terme ». Il avait toutefois pris soin de préciser que l'avenir du Groupe BMO « ne dépendait pas d'une éventuelle fusion ».

Pour son premier trimestre, la Banque de Montréal a enregistré de bons résultats. Son profit net a augmenté de 7 % par rapport à l'an passé, pour s'établir à 399 millions de dollars.

Rappelons qu'en 1998, la BMO avait présenté un projet de fusion avec la Banque Royale. La proposition avait été refusée par Paul Martin, ministre des Finances à l'époque.

Le Bureau de la concurrence avait soulevé plusieurs objections : la concurrence serait réduite dans 104 des 224 marchés locaux où se trouvaient les succursales des deux banques ; le marché des cartes de crédit écoperait si le portefeuille MasterCard de BMO était converti à celui de Visa de la Royale ; le secteur du courtage serait moins concurrentiel dans 39 des 63 marchés où se trouvaient BMO Nesbitt Burns et RBC Dominion Valeurs mobilières, etc.

**Les prétendants: Royale et Scotia**  
Selon M. Broad, la Banque

Royale et la Banque Scotia apparaissent comme les principaux prétendants pour acheter d'autres banques puisqu'elles sont au premier et au deuxième rang quant à la valeur boursière. La BMO est, pour sa part, au quatrième rang.

« Les deux veulent accroître leur part sur le marché américain et la Scotia veut augmenter sa capacité dans le secteur des particuliers et de la gestion du patrimoine au Canada », a-t-il expliqué.

Depuis l'automne, des rumeurs font état d'un rapprochement entre la BMO et Scotia. Selon des quotidiens torontois, le bureau du premier ministre Chrétien aurait même rejeté leur projet de fusion.

À la fin de février, le *National Post* indiquait cependant que le projet était toujours dans l'air pour les deux institutions.

André D'Amours, gestionnaire de portefeuilles pour le courtier MacDougall, MacDougall & MacTier, pense qu'il y aurait « de la place pour une fusion entre les deux institutions tout en gardant un niveau de concurrence et en protégeant l'intérêt public ».

En se regroupant, la BMO et la Scotia détiendraient 7 % des actifs en fonds communs au pays, par rapport à 9 %, actuellement, pour la Royale. Autre exemple : pour le secteur des hypothèques résidentielles, elles posséderaient 29 % des actifs comparativement à 21 % pour la Royale.

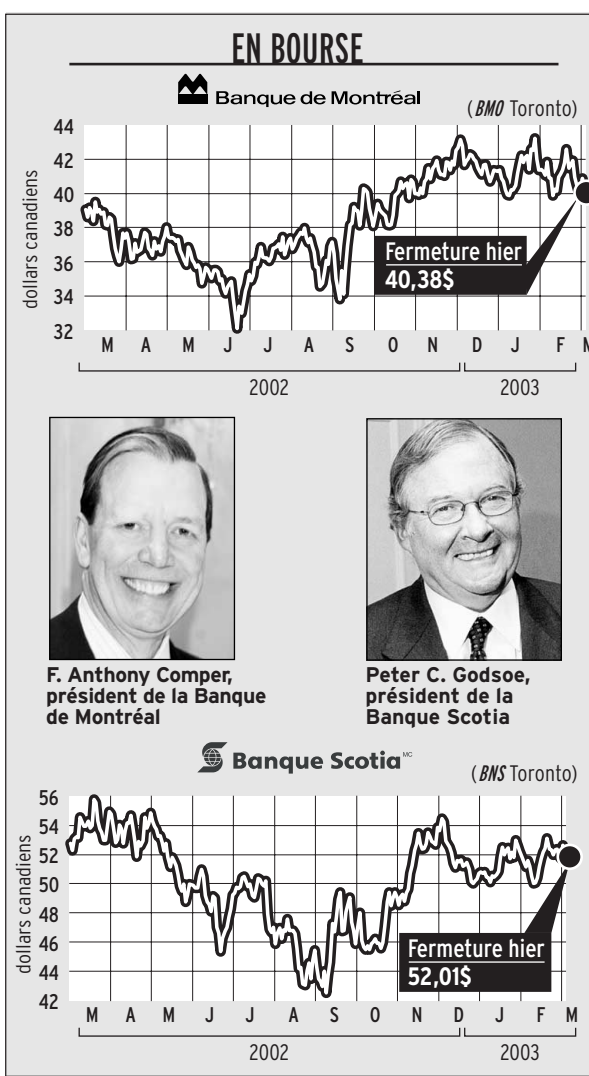
Selon le document de Marchés mondiaux CIBC, le nombre de conseillers en placement et de planificateur financiers s'élève à 12 155 pour la BMO, à 900 pour Scotia et à 2830 pour la Royale.

Dans le cas des succursales, la Scotia est plus présente que la BMO dans les provinces de l'Atlantique (162 comparativement à 75) et beaucoup moins présente au Québec (47 comparativement à 152). Pour le reste du pays, elle possède approximativement 769 succursales par rapport à 716 pour la BMO.

Du côté des cartes de crédit, la BMO fait affaire avec MasterCard alors que la Scotia utilise Visa.

Jean-François Gagnon, gestionnaire de portefeuilles, pense que les fusions bancaires, si elles se réalisent, vont profiter aux actionnaires. « Tout dépendra toutefois du cadre dans lequel les regroupements seront permis », a-t-il précisé.

S'il est possible de réduire les coûts suffisamment, il est possible d'aller chercher des économies d'échelle, a-t-il ajouté. Sans compter que les banques deviendraient des acteurs plus grands à



Source : Bloomberg

l'échelle internationale. Le spécialiste considère que la valeur des actions des banques est assez bien évaluée, à ce jour.

Pour le moment, Quentin Broad soutient que la prime « fusion », dont profitent les banques, dépendra de la position du ministre des Finances sur la question. Plus il répondra rapidement et plus le processus de fusion pourrait s'accélérer.

Chacune des banques peut très bien poursuivre son chemin sans

partenaire. D'ici 18 mois, le cours cible de Quentin Broad pour l'action de la Banque de Montréal est de 45 \$ (+ 11 %) et celui de la Banque Scotia est de 64 \$ (+ 23 %).

**Activités**

La Banque Scotia est la deuxième banque canadienne quant à l'actif (elle est présente dans 54 pays) alors que la Banque Scotia est la cinquième (bien implantée aux États-Unis)

**Défis**

Poursuivre leur développement individuel ou fusionner leurs activités

<b>Nombre d'employés</b>	34 000	49 000
<b>Siège social</b>	Montréal	Toronto
<b>Prix de l'action</b>	40,38\$	52,01\$
<b>Capitalisation boursière</b>	21,5 milliards \$	26,5 milliards \$
<b>Actif (au 31-10-2002)</b>	258,9 milliards \$	296,4 milliards \$
<b>Avoir net</b>	11,9 milliards \$	14,8 milliards \$

**RÉTROSPECTIVE FINANCIÈRE**

(en millions de dollars, sauf le bénéfice par action)

	2002	2001	2002	2001
<b>Revenus</b>	9,1	13	14,4	16,9
<b>Bénéfice net</b>	1,4	1,5	1,8	2,2
<b>Bénéfice net par action</b>	2,68\$	2,77\$	3,30\$	4,05\$

## Pas avant l'an prochain...

RÉJEAN BOURDEAU

REMETTONS tout de suite les pendules à l'heure : les fusions bancaires ne sont pas pour demain matin.

À vrai dire, plusieurs observateurs ne les prévoient pas avant l'an prochain, car il semble y avoir peu de chances qu'elles se réalisent sous le règne du premier ministre Chrétien, dont le gouvernement a empêché deux projets de fusion en 1998 (et probablement deux autres dernièrement).

Mais ce délai n'empêche pas les grandes banques de se courtiser. Des rumeurs de rapprochement, comme celles concernant la Banque de Montréal et la Banque Scotia, circulent depuis des mois.

Avant l'échange de voeux officiels, les institutions financières intéressées devront toutefois avoir com-

plété un long processus. Pour en savoir plus sur les étapes qu'elles devront franchir, les banques doivent attendre les recommandations du ministre fédéral des Finances, prévues d'ici quelques semaines.

La décision de John Manley prendra en considération le contenu des rapports de deux comités parlementaires. D'un côté, le comité sénatorial, présidé par le libéral Léo Kolber, un ancien administrateur de la Banque TD, s'est dit très favorable aux fusions. De l'autre, le comité de la Chambre des communes, présidé par la députée libérale Sue Barnes, a présenté des conclusions plus mitigées. Grosso modo, les élus ont dit oui aux fusions comme stratégie d'affaires, mais ils ont fixé des conditions, notamment en matière de protection des emplois et de concurrence au niveau des prix et des services.



**Enfouies à l'intérieur de toute l'information commerciale se cachent les réponses que vous recherchez.**

**VENEZ À UN EXCITANT ÉVÉNEMENT IBM POUR DES ENTREPRISES EN PLEINE CROISSANCE À MONTRÉAL**

Le 30 avril 2003  
Montréal, Québec

Un forum présenté à Montréal, réservé aux entreprises en pleine croissance. Faites l'expérience du pouvoir de l'information sur demande durant le Forum sur la gestion de l'information IBM, présenté par IBM et nos partenaires d'affaires locaux. Vous découvrirez comment trouver les aperçus importants cachés à l'intérieur des volumes d'information de votre entreprise et vous pourrez ainsi devenir plus flexible, plus centré et plus efficace. La participation est limitée, donc inscrivez-vous maintenant pour ne pas manquer ce forum exclusif.

**Inscrivez-vous aujourd'hui ou obtenez plus d'information en visitant [ibm.com/db2/infomanagement](http://ibm.com/db2/infomanagement) ou en appelant le 1 800 426-7777 et en mentionnant le code 103BB002.**

Veillez noter : Ce forum se déroulera en anglais.

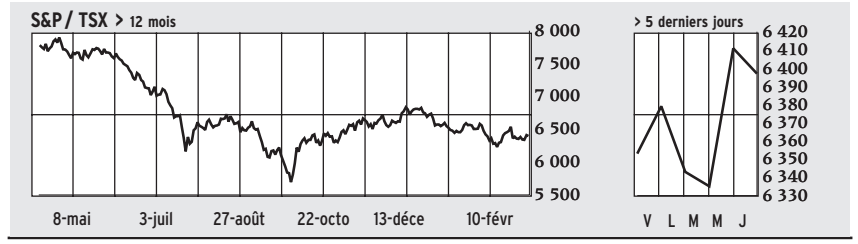


© 2003 Société IBM. Les logo d'IBM et du e-business sont des marques déposées. Tous droits réservés. Tous les autres produits sont des marques de commerce ou des marques déposées de leurs sociétés respectives.



# INVESTIR

## BOURSE DE TORONTO



HIER	OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN	
	6 412,19	6 415,33	6 385,07	6 396,63	-0,23%	-18,43%	
ACTIONS NÉGOCIÉES	1 259	GAINS	492	PERTES	572	INCHANGÉES	195
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT		
	7 899,62	5 678,28	186	216			

SOUS-INDICES		FERMETURE	VARIATION	FERMETURE	VARIATION
Services financiers	107,09	-0,50	Prod. consom. discr.	67,16	-0,21
Matériaux de base	108,53	-0,84	Services de télécom.	49,85	0,20
Énergie	122,65	-1,13	Prod. consom. de base	142,80	-0,77
Produits industriels	56,55	0,80	Service publics	123,80	-0,42
Tech. de l'information	16,57	0,29	Soins de santé	59,25	0,12

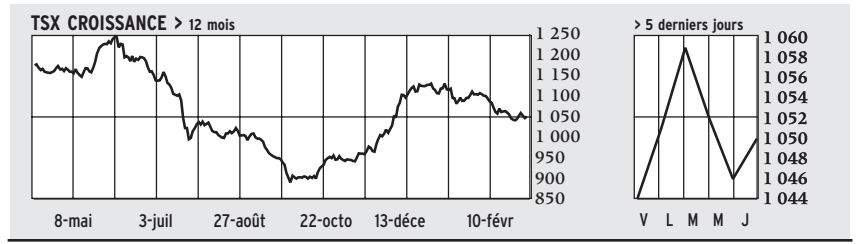
AUTRES INDICES CANADIENS		FERMETURE	VAR. (%)	FERMETURE	VAR. (%)	VAR. (%)	
S&P / TSX 60	365,60	-1,00	-0,27	S&P / TSX Moyen. Cap.	396,78	-0,52	-0,13
S&P / TSX Petites cap.	411,80	0,20	0,05	DJ Can. Titans (40)	960,43	-2,64	-0,28

LES 10 PLUS ACTIFS		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)
BOMBARDIER/B	26427008	3,56	0,32	BCE INC	2415944	28,48	0,48
NORTEL NETWORKS	12412402	3,30	0,07	ENCANO CORP	1503805	45,96	-0,64
CAE INC	2779795	3,79	0,09	WINPAK LTD	1448840	52,01	-0,64
KINROSS GOLD CORP	2570455	8,29	-0,49	BANQUE SCOTIA	1266186	17,25	0,26
PLACER DOME INC	2481657	13,90	-0,10	ROGERS COMMUN/B	1244467	15,10	-0,72

TITRES GAGNANTS EN %		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)	TITRES GAGNANTS EN \$	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)
BUDD CANADA INC	1200	6,50	21,50	COGNOS INC	946648	37,20	2,28	
HELIIX BIOPHARMA	433270	2,20	15,79	WINPAK LTD	2700	102,00	2,00	
SYNORB BIOTECH I	28813	2,94	12,21	AT&T CANADA-CL B	566989	40,84	1,94	
B SPLIT II CORP/A	6150	10,35	11,89	WESTCAST/A	1679	33,49	1,49	
INEX PHARMAC.	152173	3,50	11,11	BUDD CANADA INC	1200	6,50	1,15	

TITRES PERDANTS EN %		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)	TITRES PERDANTS EN \$	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)
CANAM MANAC GR/A	31212	4,40	-15,22	PRECISION DRILL.	262619	48,48	-1,02	
STELCO INC-CL B	1000	3,00	-12,28	TALISMAN ENERGY	544654	57,60	-0,99	
DATAMARK SYSTEMS	5000	2,15	-10,42	LOBLOW COMPANIES	119042	54,16	-0,98	
MAINSTREET EQUITY	8000	3,10	-8,82	EMPIRE CO LTD 'A'	24857	22,80	-0,90	
ZI CORPORATION	22793	2,50	-8,76	BONAVISTA PETROL.	32275	31,32	-0,83	

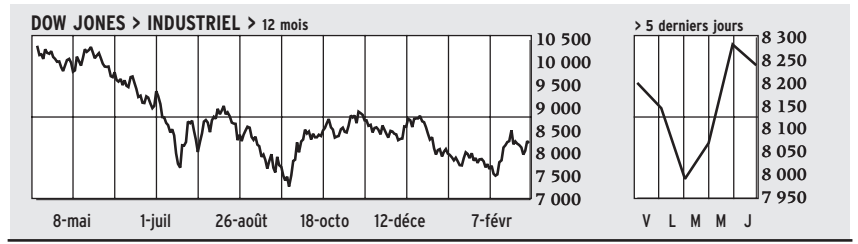
## BOURSE DE CROISSANCE TSX



HIER	OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN	
	1 044,78	1 051,38	1 044,58	1 050,09	0,36%	-10,90%	
ACTIONS NÉGOCIÉES	774	GAINS	236	PERTES	288	INCHANGÉES	250
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT		
	1 256,23	887,29	37	37			

LES 10 PLUS ACTIFS		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)
SPIDER RESOURCES	5618800	0,18	0,03	ORLEANS RESOURCES	800000	0,01	0,00
MADISON ENTERP.	1411080	0,20	0,00	MANDALAY	767000	0,11	0,00
APAC MINERALS INC	1092500	0,60	0,00	ANATOLIA MINERALS	668520	0,68	0,00
ESTATION NETWORK	874000	0,01	0,00	PAN ASIA MINING C	447500	0,12	0,01
ONTZINC CORP	804500	0,17	-0,01	STAMPEDE OILS INC	412000	0,05	0,01

## NEW YORK



HIER	OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN	
	8 285,76	8 335,62	8 237,54	8 240,38	-0,54%	-19,20%	
ACTIONS NÉGOCIÉES	3 409	GAINS	1 451	PERTES	1 782	INCHANGÉES	176
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT		
	10 394,67	7 197,49	1 347	1 584			

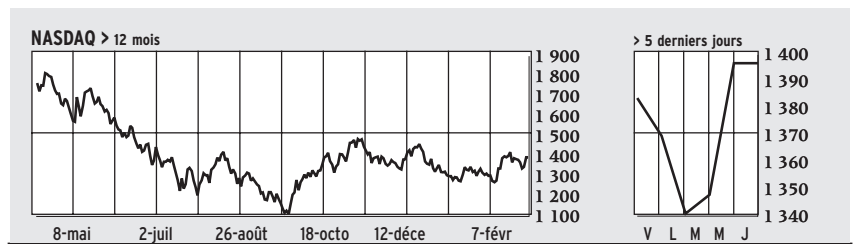
AUTRES INDICES DES AMÉRIQUES		FERMETURE	VARIATION	FERMETURE	VARIATION
S&P 500 composé	876,45	-4,45	Dow Jones serv. publics	208,71	-1,22
S&P 100 composé	445,10	-2,36	AMEX composé	826,36	-2,57
Dow Jones transport	2 169,21	-43,77	Russell 2000	375,22	-1,08

LES 10 PLUS ACTIFS		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)
ALTRIA GROUP INC	22892800	29,70	0,05	PFIZER INC	14118500	32,30	-0,18
GENERAL ELECTRIC	20991100	27,55	0,50	AMR CORP	13998500	3,63	-0,62
LUCENT TECH.	18231500	1,48	0,01	CITIGROUP INC	13421600	36,52	-0,52
AOL TIME WARNER	17139500	11,26	0,15	EXXON MOBIL CORP.	11398700	35,05	-0,65
CONCORD EFS INC	14190800	12,12	-0,32	PEPSICO INC	10495600	38,17	-1,53

TITRES GAGNANTS EN %		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)	TITRES GAGNANTS EN \$	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)
MIDWEST EXPRESS H	338900	2,28	50,00	WASHINGTON P/B	17800	713,43	3,72	
DUCATI MOTOR HOLD	1400	14,00	14,75	AUTOZONE INC	2087700	75,41	3,21	
MIDAS INC	116600	8,70	14,47	WHITE MOUNTAINS	1400	342,50	2,50	
SCPIE HOLDINGS	26000	7,73	12,03	DUCATI MOTOR HOLD	1400	14,00	1,80	
BANKATLANTIC B/A	615500	10,90	11,91	REGIONAL BANK H.	3000	98,10	1,75	

TITRES PERDANTS EN %		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)	TITRES PERDANTS EN \$	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)
NATL COMMERCE FIN	3864800	20,00	-17,90	BERKSHIRE HATH./B	11110	2293,0	-27,00	
MAIMUIS INC	772800	18,30	-16,36	MARKEL COMMUN/A	33300	221,70	-5,30	
ITT EDUCATIONAL S	2832600	26,49	-14,82	ITT EDUCATIONAL S	2832600	26,49	-4,61	
AMR CORP	13998500	3,63	-14,59	NATL COMMERCE FIN	3864800	20,00	-4,36	
HOSPITALITY PROPE	2767900	28,03	-10,85	H&R BLOCK INC	5907100	40,03	-4,32	

## NASDAQ



HIER	OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN	
	1 404,99	1 412,08	1 389,95	1 396,58	-0,01%	-21,73%	
ACTIONS NÉGOCIÉES	3 329	GAINS	1 524	PERTES	1 567	INCHANGÉES	238
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT		
	1 832,01	1 108,49	1 455	1 641			

SOUS-INDICES		FERMETURE	VARIATION	FERMETURE	VARIATION
Assurances	2 286,94	-1,39	Industrielles	1 061,86	0,42
Banques	2 201,17	-20,83	Télécomm.	119,52	-1,30
Finances	107,50	10,00	Transports	1 293,82	-17,99

LES 10 PLUS ACTIFS		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)
CISCO SYSTEMS	46494800	13,64	0,00	DELL COMPUTER	24523000	28,67	0,58
MICROSOFT CORP	41686200	25,73	0,01	FIBERNET TELECOM	23745200	0,06	0,01
INTEL CORP	39675000	17,59	0,07	NEXTEL COMMUN/A	22820000	12,55	-0,86
ORACLE CORP	31699600	11,62	0,16	JDS UNIPHASE CORP	21240000	3,08	-0,07
SUN MICROSYS	28048800	3,48	-0,01	CERNER CORP	20973300	17,63	-14,46

TITRES GAGNANTS EN %		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)	TITRES GAGNANTS EN \$	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)
TRAMFORD INTER.	4400	0,19	533,33	ELITE INFORMATION	2881900	13,86	3,89	
ELECTROGLAS INC	1489700	1,59	80,68	FASTANEL CO	1364700	32,01	2,22	
DF CHINA TECHN.	3200	0,24	60,00	IDEC PHARMACEUTIC	6081500	37,26	2,12	
SUPERCONDUCTOR	931800	1,60	60,00	SCHWITZER STEEL/A	62700	26,94	2,06	
CHINA RES. DEV.	15500	2,42	56,13	KOSS CORP	8000	19,30	2,01	

TITRES PERDANTS EN %		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)	TITRES PERDANTS EN \$	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)
MOTORCARS AUTO	33700	0,01	-83,33	CERNER CORP	20973300	17,63	-14,46	
PARADIGM MEDIC/A	7200	0,01	-80,00	BRIGHTPOINT INC	1078100	13,63	-2,89	
MICROHELIX INC	5000	0,01	-75,00	PATTERSON DENTAL	1594600	43,20	-2,75	
NEW CHINA HOMES	66400	0,02	-50,00	QUALITY SYSTEMS I	253500	23,59	-2,53	
CERNER CORP	20973300	17,63	-45,06	COMPUTER	228000	22,68	-2,32	

NASDAQ CANADA		OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
		234,75	235,85	232,75	233,05	0,65%	-28,69%
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT		
	334,34	172,89	44	63			

Source: Bloomberg

# Hausse des profits chez Power Corporation

La Presse

**Power Corporation a terminé l'exercice 2002 avec un profit net en hausse de 4,3 %, à 645 millions (2,81 \$ par action), par rapport à 618 millions (2,74 \$ par action) au cours de l'exercice précédent. Les revenus sont passés de 18,3 milliards à 19 milliards.**

Les résultats du holding spécialisé en finances (Great-West, Investors, MacKenzie) et en communications (Gesca, Bertelsmann) sont conformes aux attentes des analystes, qui misaient sur un bénéfice par action (avant amortissement et charges) de 3 \$, alors qu'il a été de 3,07 \$.

Les résultats nets incluent une charge de 58 millions liée à la participation de la filiale Corporation financière Power dans Pargesa Holdings.

Au quatrième trimestre, Power

Corporation rapporte un bénéfice d'exploitation en hausse de 20 %, à 164 millions. Le bénéfice net a été de 149 millions (0,65 cents par action), par rapport à 80 millions (34 cents par action) durant l'exercice précédent.

Les revenus de Power Corporation pour 2002 proviennent des primes d'assurances (11,1 milliards), des placements (3,8 milliards) et des médias (3,9 milliards).

C'est grâce à l'augmentation de la contribution de la Corporation Financière Power que Power Corporation a pu améliorer ses résultats de 2002. La Financière rapporte un profit net de 988 millions pour 2002 (2,72 \$ par action) comparativement à 879 millions (2,44 \$) au cours de l'exercice précédent, qui incluait cependant des charges non récurrentes de 296 millions.

Les deux principales divisions de la Financière ont bien fait l'an dernier. La compagnie d'assurances Great-West rapporte un bénéfice net de 931 millions, en hausse de 15 % sur l'exercice précédent. Le Groupe Investors a réalisé un profit

net de 491 millions, contre 388 millions en 2001, un exercice affecté par des frais de restructuration et un écart d'acquisition liés à l'acquisition de la Financière MacKenzie.

La participation de la Financière dans Pargesa Holding a généré un bénéfice d'exploitation de 80 millions, mais une perte nette de 87 millions contre un gain net de 72 millions en 2001.

Les revenus de la Financière ont été de 18,6 milliards, par rapport à 17,8 milliards en 2001.

Au quatrième trimestre, malgré un fléchissement de ses revenus, la Corporation Financière Power a augmenté son bénéfice net de 179 à 244 millions.

Après la fin de l'exercice, la Great-West a damé le pion à la Financière Manuvie pour faire l'acquisition de Canada-Vie. La transaction, estimée à 7,3 milliards, fera de Great-West la plus importante compagnie d'assurances au Canada.

Le titre de la Financière a fini la journée à 38,67 \$ hier, en baisse de 20 cents. L'action de Power Corporation a clôturé à 37,34 \$, en hausse de 1 cent.

# Le groupe TD entame la restructuration de TD Waterhouse

Presse Canadienne

TORONTO — Le Groupe financier Banque TD a décidé de prendre le taureau par les cornes et de procéder à la restructuration de ses filiales « sous-performantes », en l'occurrence l'unité internationale de son entreprise de gestion du patrimoine, TD Waterhouse, et le secteur américain de négociations d'actions de ses services bancaires en gros, Valeurs mobilières TD.

La mesure annoncée hier matin entraînera une dépréciation de 674 millions de dollars, à laquelle s'ajoutent des frais totaux de restructuration de 110 millions, qui pourraient atteindre 160 millions « si le plan initial ne répond pas aux attentes », précise le groupe dans un communiqué.

Les plans de restructuration seront prêts et mis en place d'ici la fin du deuxième trimestre, précise la TD, et seront en grande partie mis en oeuvre d'ici la fin de l'exercice en cours. Aucune indication sur le nombre de mises à pied éventuelles n'a été donnée.

Au cours de l'assemblée annuelle de la banque à London, en Ontario — qui a suivi la parution du communiqué —, le président du conseil de la TD, Charles Baillie, s'est excusé auprès des actionnaires. « Je me suis déjà excusé mais je voudrais le faire en personne aujourd'hui », a-t-il dit. « Je peux vous assurer que nous avons tiré des leçons et mis en place des changements et stratégies qui montrent déjà des signes de réussite, tel que le reflètent les résultats de notre premier trimestre. »

Les problèmes du groupe avec TD Waterhouse International et les activités de Valeurs mobilières TD aux États-Unis n'étaient un secret pour personne. « Nous avons indiqué à maintes reprises au cours des derniers mois que nous avions trois problèmes à régler : notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, nos services mondiaux de gestion du patrimoine et notre secteur de négociation d'actions aux États-Unis », a déclaré M. W. Edmund Clark, président et chef de la direction de la TD. « Ces problèmes ne sont pas nouveaux. Je les avais déjà signalés au cours des deux derniers trimestres comme des secteurs sous haute surveillance. »







BOURSE DE TORONTO

Table with columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Form., ch., 52 sem, Bas. Includes sections A-B and C.

Table with columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Form., ch., 52 sem, Bas. Includes sections D-E and F-G.

Table with columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Form., ch., 52 sem, Bas. Includes sections H-I and J-K.

Table with columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Form., ch., 52 sem, Bas. Includes sections L-M and N-O.

Table with columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Form., ch., 52 sem, Bas. Includes sections P-Q and R-S.

Table with columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Form., ch., 52 sem, Bas. Includes sections T-U and V-W.

Table with columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Form., ch., 52 sem, Bas. Includes sections X-Y and Z-AA.

Table with columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Form., ch., 52 sem, Bas. Includes sections AB-AC and AD-AE.

Table with columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Form., ch., 52 sem, Bas. Includes sections AF-AG and AH-AI.

Table with columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Form., ch., 52 sem, Bas. Includes sections AJ-AL and AM-AN.

Table with columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Form., ch., 52 sem, Bas. Includes sections AO-AR and AS-AT.

Table with columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Form., ch., 52 sem, Bas. Includes sections AU-AX and AY-AZ.

Table with columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Form., ch., 52 sem, Bas. Includes sections BA-BD and BE-BG.

Table with columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Form., ch., 52 sem, Bas. Includes sections BH-BJ and BK-BL.

Table with columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Form., ch., 52 sem, Bas. Includes sections BM-BN and BO-BP.



Cartes produits d'être loués que d'être achetées.

Avez-vous déjà pensé à louer vos camions ?

LOCATION DE CAMIONS LOURDS ET DE SEMI-REMORQUES A COURT ET A LONG TERME AVEC ENTRETIEN

30 ans de clients contentés

Toujours une question de service!

31028263A 3101185

Dorval : (514) 367-1343 ou 1 800 361-9720 www.locationbrossard.ca.ca

Logo for Brossard Location de camions

Logo for K-M

Logo for North-E

Logo for North-E

Logo for North-E

Logo for North-E

Logo for North-E

Logo for North-E

Logo for North-E

Logo for North-E

Logo for North-E

Logo for North-E

Logo for North-E

Logo for North-E

Logo for North-E

Logo for North-E

Logo for North-E

Logo for North-E

Logo for North-E

Logo for North-E

Logo for North-E

Logo for North-E

Logo for North-E

Logo for North-E

Logo for North-E

Logo for North-E







BOURSE DE CROISSANCE TSX (CDNX)

Main table of stock market data with columns for Volume, Fermeture, Variation, and various stock tickers (A-B, C, D-E, F, G, H-I, J-K, L-M, N-O, P-Q, R-S, T-Z) with their respective prices and changes.

FONDS

Suite de la page D 10

Table of mutual funds (FONDS) with columns for VANPA Chg and various fund tickers (MEMBERS, A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z).







La Presse

LES PETITES ANNONCES 987-VENDU

DÈS 8 HEURES!

COMMENT NOUS JOINDRE

Heures d'ouverture: lundi au vendredi, de 8 h à 17 h 30
Par téléphone: (514) 987-8363
Par télécopieur: (514) 848-6287
Adresse postale: Les petites annonces, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, Québec H2Y 1K9
petitesannonces@lapresse.ca
Communiquiez les renseignements suivants lors de votre réservation par télécopieur, courriel ou par la poste:

100 IMMOBILIER

- RESIDENTIEL
ACHAT • VENTE • ÉCHANGE
Visites libres... 100
Île de Montréal... 101
Centre-ville... 102
Vieux-Montréal... 103
Maisons de prestige... 104
Laval, Rive-Nord... 105
Rive-Sud... 106
Banlieue ouest... 107
Banlieue est... 108
Laurentides, Lanaudière... 109
Estrie, Cantons de l'Est... 110
Extérieur de Montréal... 111
Bord de l'eau... 112
États-Unis, hors frontières... 113
Temps partagé, frontalière... 114
Condominiums, copropriétés... 115
Maisons de campagne, domaines... 116
Chalets... 117
Maisons mobiles... 118
Propriétés à échanger... 119
Propriétés demandées... 120
Fermes, terres... 121
Terrains résidentiels... 122
Prêts hyp. / résidentiel... 123
Divers... 129

- Propriétés à louer... 149
Résidences pour aînés... 150
Garages... 152
On demande à louer... 153
On demande à partager... 154
Sous-location... 155
Appartements meublés... 156
INDUSTRIEL
ACHAT • VENTE • ÉCHANGE
Propriétés à revente... 160
Propriétés comm. / industrielles... 162
Fermes, terres... 168
Commerces... 170
Copropriétés, espaces comm. / industriels... 172
Terrains comm. / industriels... 173

- Imprimerie... 229
Machinerie, outils... 231
Équipements commerciaux... 232
Construction... 233
rénovation, décoration... 233
Marchandises diverses... 235
On demande à acheter... 236
Encans... 237
Vente de garage, de charité... 238
Marché aux puces... 240
Entretien... 250
Paysagistes, déneigement... 256
Transport, déménagement... 257
aide familiale... 259
Professionnels... 260
Esthétique, coiffure... 262
Traitement de textes, rédaction et traduction... 264
Préparation de C.V... 265
Services divers... 268
Soins thérapeutiques, massothérapie, produits naturels... 270

600 LOISIRS ET VÉHICULES RÉCRÉATIFS

- Sports, plein air... 605
Séjours, excursions... 610
ÉQUIPEMENTS RÉCRÉATIFS
ACHAT • VENTE • ÉCHANGE
Motocyclettes... 655
Bateaux, sports nautiques... 658
Motoneiges, véhicules tout terrain... 661
Véhicules récréatifs... 667
Remorques... 668

700 AFFAIRES

- Site internet... 704
Occasions d'affaires... 710
Franchises... 714
Services spécialisés, financement... 715
Tenue de livres, impôt... 725

300 OFFRES D'EMPLOI

- Offres d'emploi (encadrées seulement)... 300
Programmes de formation... 303
Postes cadres et professionnels... 304
Santé, services communautaires... 306
Éducation, enseignement... 307
Gardiennes... 308
Bureaux... 310
Informatique... 313
Assurance... 316
Secteur automobile... 317
Vente, commerce... 319
Immobilier... 320
Transport, camionnage... 321
Hôtellerie, restauration, alimentation... 322
Imprimerie, infographie... 324
Technique, métiers, sous-traitance... 324
Coiffure, esthétique... 327
Industrie du vêtement... 328

200 MARCHANDISES ET SERVICES

- La place du marché... 201
Audiovisuel, photographie... 203
Instruments de musique... 205
Vieux, électroménagers... 206
Équipements, articles maison... 207
Chauffage, climatisation... 209
Vêtements, fourrure... 210
Collections... 211
Antiquités, œuvres d'art, bijoux... 212
Livres... 214
Informatique... 217
Animaux... 220
Perdu... 221
Trouvée... 222
Piscines... 224
Bois de foyer... 225
Bureau, téléphonie... 228

500 VÉHICULES AUTOMOBILES

- Machinerie divers, véhicules lourds... 501
Camions, 4 x 4, fourgonnettes... 511
Véhicules 5000 \$ et moins... 540
Automobiles... 546
Autos, camions antiques et de collection... 555
Autos - camions à louer... 557
Services divers... 560
Pièces et accessoires... 568
Ferraille... 569
Entreprises de véhicules... 575

800 AVIS

- Avis légaux... 801
Avis divers, communiqués... 805
Avis de dissolution, changements de nom... 850

900 DÉCES, PRIÈRES, REMERCIEMENTS

- Remerciements... 900
Prières... 900
Déces... 900

La Place du Marché... les sucres (2,98 \$ par ligne, par colonne)
Format minimum : 5 lignes par 2 colonnes
Publiée chaque dimanche
Un répertoire de bonnes adresses en agrotourisme
Faites connaître aux milliers de lecteurs vos produits.

100 Immobilier

- 100 VISITES LIBRES
101 ÎLE DE MONTRÉAL
109 LAURENTIDES LANAUDIÈRE
115 CONDOMINIUMS, COPROPRIÉTÉS
131 À LOUER ÎLE DE MONTRÉAL
131 À LOUER ÎLE DE MONTRÉAL
131 À LOUER ÎLE DE MONTRÉAL
131 À LOUER ÎLE DE MONTRÉAL
131 À LOUER ÎLE DE MONTRÉAL
103 VIEUX-MONTRÉAL
105 LAVAL, RIVE-NORD
116 MAISON DE CAMPAGNE, DOMAINES
117 CHALETS À VENDRE
121 FERMES, TERRES
122 TERRAINS RESIDENTIELS

100 Petites annonces

- ROSEMONT 3/4, 4/5, ascenseur, buanderie, les aussi 1/2, poêle/ frigo, meub. réf. Visite samedi 14h30; pas d'animaux, 514-523-2514
ROSEMONT 5/1, r.-de-ch., les entrées, 2 portes patio, stat. 7505; 1er mai. 514-721-8823
SHERBROOKE EST 3522, sud-ouest 5/4, chauffé, eau chaude, 2 ch., mai. 8608, 514-704-4793
SNOWDON, Clarendald, près école, équipé, chauffé, jui., 8755, Espace gar. disp. 514-486-1744
ST-DENIS / Bellechasse, 8/1, 1450 \$, 5/4, 800 \$, réno. les entrées, jui., 514-394-7633
ST-DENIS / Laurier, livres; tout neuf. Lot 700 pi., 4/4, 800 pi., équipés, 514-274-9555
ST-GERMAIN, grand 5/4, 2 ch., fermées, 1 pce., double, non chauffé, libre, 790 \$, 514-521-5003, 514-597-2532
MÉTRO Préfontaine 3/2=4500-1514-421-3692
ST-LAURENT, (ville), grand 4/4, 2 s/bain, vue sur feu, 8005, A voir, réf. 514-979-6916
ST-LEONARD, 3/1, s/col, poêle / frigo, propre, pour personne calme, jui., 3805 514-327-0104
ST-LEONARD, 3/1, propre, s-col, chauffé, références, Mai. 4705, 514-324-3699.
ST-LEONARD, 4/4, s/col, pas chauffé, près tous services, libre 1er juin, 514-328-6493

- 106 RIVE-SUD
106 ROUENVILLE, occupation 30 ans, Proximité tunnel; rue de Bouen près de Normandie; coût. 3 ch., s/jeux, foyer, garage, 1950 pi. car, près du golf, à partir de 139 900 \$, + taxes. Libre jui. 514-314-7471
BOUCHERVILLE, bung, 4 ch., s/col fini, plusieurs rénos, piscine, 195 000 \$, 450-655-8460
LONGUEUIL, coût., neuf, semi détaché 2 unités disponibles, 1950 pi. car, près du golf, à partir de 139 900 \$, + taxes. Libre jui. 514-946-0849
LONGUEUIL-VIEUX 935, St-Jacques, duplex ou cott. (5 ch.), r.-de-ch., rénové, avec ensoleillé, jardin de rêve, avec bain tourbillon. Prés école, CESEP transport. Occ. 1er jui., 214 900 \$, 514-603-7521
MONT-ST-HILAIRE, dans le mont-st-hilaire sud, maison 2 étages ancestrale, complètement rénové, très charmante, intérieur. Secteur recherché, 172 000 \$. Agent 548-2109-450-446-3882, 514-720-2109
ROUMONT Tombez dans les pommes pour cette maison unique! Cottage style victorien, bâti en montagne, impeccable, cuisine de rêve, vue incroyable, 3 ch., foyer, thermo pompe, piscine creusée, terrain boisé de 23 000 pi. carrés. 450-469-5000, 265-0005, 450-469-5000
ST-BRUNO, bungalow 1000', 2 solariums garage piscine creusée, ou louer/ais 451-4913
ST-LAMBERT, condo maison de ville, 3 ch., cuisine/dinette, salon, foyer, s/manger, s-col, terrain boisé, très charmante, rénové. Secteur recherché, 172 000 \$. 450-466-2056.
VIEUX-LONGUEUIL, Cott. Jui-mai 1923, cachet, près de tout, s/col fini. A voir, 450-674-5679
BANLIEUE OUEST
N.D. ILE PERROT, cottage 4 ch., garage, libre, 225 000 \$. Info: 514-895-2823.
LAURENTIDES LANAUDIÈRE
ARPENTS Et tranquillisé à vendre: Mille Isles, COC, maison ancestrale, constr. 1860, 3 ch., 1 s/ bain, terrain boisé, très charmante, pentes, pistes, terrasses, pour un ruisseau avec étang. Env. 70 mi de MtL, 200 min. de St-Sauveur, 240 000 \$. Four rendez-vous: 514-695-1189

ÊTES-VOUS OBSERVATEUR?
Ces deux dessins sont en apparence identiques. En réalité, il y a entre eux HUIT petites différences.
17251
LAPLACE
17251
LAPLACE
VOIR SOLUTION À LA FIN DES PETITES ANNONCES

3 jours consécutifs pour seulement 36,95 \$\* sans frais 1 866 987-VENDU (8363)
LES PETITES ANNONCES
La Presse cyberpresse.ca
ÉQUIPEMENTS RÉCRÉATIFS
1,76 \$\* par ligne supplémentaire par jour \*taxes en sus



